

POINTS DE REPÈRES

N° 43 - Décembre 2014 - 10€



Education populaire :

Quand le changement devient possible !

Muriel Vanderborcht

Education populaire :

Quand le changement devient possible !

*Muriel Vanderborght
Chargée de recherche aux Equipes Populaires*

*Nous tenons à remercier chaleureusement
Christian Maurel, Abraham Franssen,
Thierry Dock et Christine Mahy
pour leur participation au colloque
"Milieux populaires : réalités diverses, domination commune".
Nous remercions également Luc Carton pour l'entretien
qu'il nous a accordé en vue de la réalisation de ce travail.*

Ed. responsable : Christine Steinbach, Rue du Lombard, 8 - 5000 Namur
Achévé d'imprimer en Décembre 2014 - Dépôt légal D/2014/5622/1

Avec le soutien de la  FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Table des matières

Introduction générale	5
Partie I : A quelles conditions le peuple peut-il rester acteur de transformation sociale ?	7
Introduction	9
1. Le "peuple", un seul terme pour une réalité plurielle	11
1.1. L'importance de s'accorder sur les mots	11
1.2. Les trois figures du peuple	12
1.3. Les conceptions du "peuple" au cœur de l'éducation populaire	14
2. Des contextes qui évoluent, des modes d'action qui s'adaptent	17
2.1. Les systèmes centralisés en question	17
2.2. L'action en réseau, un levier complémentaire	18
2.3. La "Multitude", une articulation entre sujet collectif et singularités	20
2.4. La place des milieux populaires dans ce nouveau paradigme	21
3. La nécessité de s'organiser pour contribuer au changement social	23
3.1. De l'impasse des crises à une révolution sociale	23
3.2. L'élite politique en manque de réponses	26
3.3. L'activité citoyenne en ébullition	28
3.4. L'accès des milieux populaires aux nouvelles formes de militance	29
Conclusion	31

Partie II :	
Construire une place d'acteur dans un monde en crise	33
Introduction	35
1. De l'expression individuelle à la construction collective des savoirs	37
1.1. Se réappropriier le langage	37
1.2. Analyser le monde au départ des réalités vécues	39
1.3. Ouvrir l'horizon des connaissances	41
1.4. Travailler la question du sens et de l'imagination	43
2. Les chemins de l'émancipation	45
2.1. Sortir de la place qui nous a été assignée	45
2.2. Questionner les normes collectivement	46
2.3. Refuser l'individualisation de la responsabilité	48
3. La reconstruction d'une puissance d'agir	51
3.1. Oser le conflit	51
3.2. Faire reconnaître les souffrances sociales	53
3.3. Contribuer à créer de nouveaux droits	55
Conclusion	59
Conclusion générale	61
Notes de bas de page	63
Bibliographie	65



Introduction générale

Dans le quotidien de leurs actions, les associations d'éducation permanente travaillent à l'émancipation, au refus des dominations de toutes sortes, au changement des politiques sociales et économiques. En affirmant que les trajectoires doivent se définir avec les gens qui croisent leur chemin, ces structures aux objectifs très variés partagent néanmoins un espoir commun : le changement est possible et c'est au travers d'un processus de construction et d'expression commune qu'il peut advenir.

Pourtant, un sentiment défaitiste gagne parfois les rangs des travailleurs ou militants du monde associatif et du mouvement social dans son ensemble : *On n'arrive plus à mobiliser ! Les gens ne veulent plus se battre ! De toute façon, la machine nous écrasera ! Quelle énergie dépensée pour si peu de résultats ! A quoi bon ?!* On se met alors à regretter le temps des mobilisations de masse, des soulèvements populaires, des grandes grèves qui ont marqué l'histoire. On rêve aux moments où le peuple, un peu partout dans le monde, s'est montré uni pour se libérer lui-même. On lorgne avec intérêt vers les nouvelles révoltes. On espère secrètement voir arriver le jour où les rues de la capitale se rempliront à nouveau d'un peuple qui crie sa colère.

Si l'éducation permanente, en tant que secteur, n'a probablement pas pour ambition de provoquer de nouvelles ondes révolutionnaires, elle souhaite néanmoins inscrire son action dans le champ de la transformation sociale et contribuer à la construction d'une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire. Mais notre ambition va plus loin que la seule évolution des mentalités et nous désirons également provoquer, par notre travail, une remise en question des rapports politiques, sociaux et économiques et initier des changements législatifs qui contribuent à ce que le droit soit réellement une protection pour l'ensemble des citoyens.

Dans une précédente étude intitulée *Vous avez dit « milieux populaires » ?*, nous avons livré les résultats d'une réflexion sur les milieux populaires menée au départ des réalités que nous côtoyons sur le terrain. Cette étude nous a, entre autres, permis de mieux cerner les caractéristiques du public avec lequel nous souhaitons mener notre action de manière prioritaire. Nous avons voulu y voir un ensemble large comprenant des personnes aux profils très variés mais qui possèdent une série de points communs : la petitesse du statut professionnel, l'étroitesse des ressources économiques et l'éloignement par rapport au capital culturel dominant. S'il semble évident pour certains que les milieux populaires ont, plus que d'autres, un intérêt au changement, il apparaît aussi clairement que leur implication dans des mouvements éducatifs et revendicatifs ne va pas de soi. La question qui se pose dès lors à

nous est de savoir comment intégrer l'ensemble des milieux populaires dans des processus qui mènent vers la transformation sociale ?

C'est cette question que nous avons travaillée au mois d'octobre 2013 au cours d'un colloque organisé à Namur. Quatre intervenants ont apporté des éléments à cette réflexion. Il s'agit du philosophe et sociologue Christian Maurel, du sociologue Abraham Franssen, de l'ancien directeur de la FEC (Formation Education Culture), Thierry Dock et de la secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre le Pauvreté Christine Mahy. Le présent travail se base sur leurs interventions ainsi que sur un rencontre réalisée avec le philosophe Luc Carton. Nous avons également voulu ancrer notre réflexion dans des pratiques en relevant quelques exemples de trajectoires et d'actions qui se réalisent dans nos groupes. Pour montrer que le changement est possible, qu'il se réalise au quotidien de mille façons différentes, que les petites victoires sont nombreuses, que les plus grandes ne sont pas inexistantes et que le défaitisme n'a aucune raison de nous gagner.

Afin d'ouvrir des pistes de réflexion, il nous a semblé intéressant d'entamer l'étude qui suit par une vue d'ensemble des représentations que nous nous faisons de la transformation sociale et des acteurs qui l'opèrent. La première partie de ce travail nous montrera que dans ce domaine, nous avons parfois construit une image un peu mythique de certains événements du passé, sans toujours démêler la part de fantasme et la part de réalité que ces projections comportent. Nous verrons notamment comment de nouvelles manières de penser l'action collective et de nouvelles structures ont émergé pour permettre aux peuples de s'organiser afin de faire entendre leur voix. La seconde partie nous emmènera vers une proposition d'analyse des différentes étapes qui constituent selon nous une trajectoire d'éducation permanente. Si nous souhaitons suivre un processus qui part de l'expression des personnes, promeut l'analyse critique des faits de société, favorise l'émancipation et autorise le passage à l'action, nous constatons néanmoins qu'une série de questions, de limites, voire parfois même d'impasses se dressent sur ce chemin. C'est pourquoi il nous a semblé intéressant de creuser un peu les questions que soulèvent ces étapes pour tenter de proposer des pistes d'analyse réflexive et d'outils méthodologiques.

Partie I :

A QUELLES CONDITIONS LE PEUPLE PEUT-IL RESTER ACTEUR DE TRANSFORMATION SOCIALE ?





Introduction

Infléchir le cours de l'histoire, c'est aussi l'affaire du peuple ! Cette affirmation, nous sommes nombreux à la partager. Nous avons pourtant tendance à nommer de manière très peu précise, globalisante et anonyme, les forces à l'œuvre au sein de nos sociétés. Nous pensons qu'aujourd'hui le monde est dirigé par « le politique », « les puissances financières », « les impératifs économiques ». Nous voudrions leur opposer la force d'un « peuple » que l'on espère toujours uni. Cette manière très impersonnelle de désigner les acteurs en présence dans les conflits sociétaux n'est pas sans conséquence. On ne sait plus concrètement contre qui on souhaite se battre, et avec qui on désire construire la réflexion et l'action que l'on mène.

Il y a donc d'entrée de jeu un effort linguistique à opérer pour savoir ce qui se cache derrière les termes que l'on utilise. Si nous souhaitons que le peuple se mette en action pour contribuer à la construction de l'histoire, nous devons nous entendre sur la signification que nous donnons à ce terme. D'autant plus que le contexte actuel fait parfois ressurgir des oppositions très tendues entre les différents sens du mot, pourtant au cœur de la notion d'éducation populaire.

Par ailleurs, il convient de comprendre mieux la manière dont l'action revendicative se pense et sous quelles formes le changement social se construit aujourd'hui. Depuis quelques dizaines d'années, les structures centralisées qui encadraient les actions de groupes constitués ont traversé une sérieuse période de crise. D'autres formes revendicatives ont émergé et de nombreux individus créent et expérimentent de nouveaux modes d'action. Pourtant, la multiplicité et l'éclatement de cette nouvelle militance ne favorisent pas nécessairement la participation des publics socialement, économiquement et culturellement plus fragilisés.

Il devient donc essentiel de voir comment nous pouvons travailler avec le public que nous rencontrons à mieux cerner les codes et les enjeux des formes de militance actuelles. Celles-ci témoignent en effet d'un désir de réappropriation de l'espace politique public face à des élus qui peinent à apporter des réponses durables aux multiples crises que nous traversons. L'apparent essoufflement de l'action collective n'est donc peut-être que le signe d'une transformation structurelle indispensable. La question qui se pose dès lors à nous c'est de réfléchir à la manière dont chacun d'entre nous peut trouver et construire sa place d'acteur dans ce nouveau paradigme.



Le "peuple", un seul terme pour une réalité plurielle

Les avancées sociales et démocratiques dont nous sommes aujourd'hui les bénéficiaires sont largement le fait de combats menés collectivement, de la conquête du droit de grève aux congés payés, de l'extension du droit de vote à la construction de notre système de protection sociale... Ces luttes collectives, nous avons tendance à les regarder sous un éclairage très idéalisé sans doute, un peu biaisé sûrement. Récits, documentaires, films, témoignages nous racontent d'ailleurs avec force ces moments au cours desquels « le peuple ne faisait qu'un ». Sans toujours percevoir la complexité des enjeux que ces combats soulevaient ainsi que les tensions et diverses fractions qui existaient au sein de ces collectifs populaires, nous comparons sans cesse le militantisme « un peu usé » d'aujourd'hui à celui supposé « totalement investi » d'hier et nous attendons du « peuple » qu'il retrouve une capacité d'action qu'il aurait perdue.

Avant d'avancer plus loin dans l'analyse de cette puissance d'agir que nous espérons toujours vivante, il nous a semblé intéressant de nous arrêter quelques instants sur la notion même de peuple. Non seulement parce que le terme revient en force dans les discours mais aussi parce qu'il est au fondement de l'éducation que nous appelons populaire. En y regardant de plus près, nous constatons que le terme « peuple » recouvre plusieurs significations et qu'il est important d'en appréhender la complexité pour éviter les risques de confusion et les discours simplificateurs.

1.1. L'importance de s'accorder sur les mots

Qu'est-ce qui nous touche donc à ce point lorsqu'un peuple se mobilise, se soulève, crie sa colère, exige le changement qu'il mérite ? Tout à la fois le sentiment d'unité qui s'en dégage, la capacité d'action et de mobilisation, la force de croire en un idéal, le courage de risquer, parfois jusqu'à sa propre vie, pour que le changement advienne enfin. Pourtant -et nous prendrons ici des exemples très actuels- entre le peuple français qui descend dans la rue pour s'opposer à l'extension du mariage aux couples homosexuels et les peuples arabes qui se soulèvent pour se libérer de pouvoirs autoritaires, il y a une marge et d'importantes

différences. Parler de « peuple » peut donc renvoyer tout autant à des mécanismes de repli qu'à des élans émancipateurs.

C'est sans doute une des raisons pour laquelle nous n'appréhendons pas tous de la même manière les événements qui ont vu un peuple s'élever en figure historique. Méfiance ou nostalgie, rejet ou approbation, scepticisme ou espoir... notre regard sur l'histoire des masses n'est jamais tout à fait neutre. Certains d'entre nous seront sensibles aux révolutions qui ont bouleversé l'histoire, de la Commune de Paris aux figures de la révolution cubaine. Ils approuveront les grands combats qui ont uni ouvriers et étudiants au tournant des années 1960. Ils s'intéresseront aux modes d'organisation collective qui ont émergé un peu partout, depuis les célèbres phalanges du 19^e siècle jusqu'aux communautés hippies, en passant par les réformes agraires des pays de la péninsule ibérique. D'autres par contre préféreront mettre en garde contre une idéalisation extrême de ces moments où l'histoire a été marquée par des faits collectifs, rappelant que les combats ont été longs et difficiles à porter, que les dissensions internes se sont révélées nombreuses, que des valeurs fondamentales ont parfois été bafouées. Ils souligneront par ailleurs que les peuples n'ont pas toujours été vertueux et qu'ils se sont aussi rendus coupables des pires atrocités, les génocides du 20^e siècle en auront été un exemple majeur.

Pour le philosophe Alain Badiou, le terme « peuple » n'est d'ailleurs, en soi, ni progressiste, ni à proprement parler conservateur. C'est un terme neutre mais auquel le contexte particulier dans lequel il est utilisé peut donner tout son sens. Un sens négatif lorsqu'il réfère à un peuple dont l'identité est fermée -identité de type raciale ou nationale- ou à un peuple qui demeure inerte et subordonné à la structure étatique qui le gouverne. Un sens positif par contre lorsqu'il évoque un peuple qui se constitue dans une opposition à une domination, qu'elle soit extérieure - de type coloniale - ou intérieure - de type dictatoriale.⁽¹⁾

Dans son travail sur les rapports entre peuple, puissance d'agir et éducation populaire, le sociologue Christian Maurel insiste également sur l'importance de s'accorder sur les différentes manières de définir le « peuple ». Lors du colloque que nous organisons en octobre 2013, il nous a exposé trois sens donnés au mot. Des significations qui entretiennent des relations à la fois complémentaires et contradictoires.

1.2. Les trois figures du peuple

Ensemble homogène et structuré, acteur social situé dans des rapports de classe et expression identitaire d'un groupe, telles sont les principales conceptions que véhicule le mot "peuple".

La première des définitions proposée par Christian Maurel renvoie au **caractère universel** de la notion. Au lendemain de la Révolution française, lorsque la monarchie est mise à terre, le spectre de la dissolution sociale hante les esprits. On craint l'anarchie, l'insécurité, les débordements. Pour remplacer le roi, il faut lui substituer une autre forme de souveraineté, un autre corps politique uni. C'est donc tout naturellement le peuple en tant que *sujet collectif, comme ensemble homogène et unanime, comme puissance d'unification qui est ici consacré.*⁽²⁾ Héritée des Lumières, cette notion politique du peuple renvoie à *l'ensemble des*

citoyens appelés à s'exprimer par le vote⁽³⁾ et vise donc à l'universalité. Pourtant, ce n'est que très progressivement que le droit de vote va s'étendre à d'autres couches de la population qu'aux seuls milieux les plus nantis. Il faudra du temps pour que les classes les moins riches et les moins scolarisées accèdent aux urnes, plus encore pour que les femmes conquièrent ce droit. Aujourd'hui encore, des franges importantes de la population n'ont malgré tout pas la possibilité de faire entendre leur voix lors des élections, les immigrés notamment (exception faite pour certains scrutins et suivant certaines conditions). Lorsqu'au soir des élections on proclame que le peuple a voté ou qu'il a souverainement décidé, on oublie de préciser que ce n'est souvent qu'une partie de celui-ci qui a eu la possibilité de le faire, ou qui a réellement exercé ce droit qui lui était octroyé. Ce qui est vrai pour le vote l'est également pour d'autres droits que l'on considère comme universels : droit au logement, à l'éducation, à la santé... La théorie nous dit que la justice est la même pour tous. En pratique, on se rend vite compte que l'accès à de nombreux droits jugés universels reste extrêmement difficile pour de nombreuses personnes. C'est ce qui fait dire à Christian Maurel que *ce peuple, que l'on appelle dans sa définition « politique », dans sa prétention à l'universalité -c'est-à-dire qui doit concerner l'ensemble- n'est pas encore achevé* !⁽⁴⁾

Face à cette conception selon laquelle nous sommes et formons tous le peuple, se situe une image plus restrictive, plus **connotée socialement** et qui touche aux couches les plus populaires et les plus défavorisées de ce peuple que l'on voudrait universel. Il s'agit de la masse de ceux qui subissent des dominations d'ordre social, économique et culturel et qui est constituée par *la fraction souffrante du peuple, souvent la plus nombreuse, pouvant rassembler des personnes et des groupes sociaux exclus, à certains moments, de la participation politique.*⁽⁵⁾ C'est le « petit peuple », souvent méprisé et décrédibilisé lorsqu'il prend la parole ou lorsqu'il exprime ses craintes et ses désaccords. Ce sont les « gens de peu » que certains prennent de haut, qui sont relégués dans des emplois, des filières scolaires, des territoires aux marges de la sphère décisionnelle. Mais ce sont aussi les figures populaires que l'on regarde avec sympathie pour leur sagesse, leur langage savoureux, leur attachement à certaines traditions. Pour Christian Maurel, il faut se rappeler que cette partie souffrante du peuple a historiquement pu *s'organiser dans des formes politiques d'avant-garde. Au 19^e siècle, il y avait un mouvement social qui constituait ce peuple souffrant en peuple qui faisait l'histoire, qui était appelé à faire l'histoire.*⁽⁶⁾ On se rappelle des soulèvements, révoltes et révolutions qui ont marqué tout le 19^e siècle - autant dans le monde ouvrier, industriel et urbain que dans les milieux paysans, agricoles et ruraux - et qui ont abouti à l'acquisition d'une série de droits jusqu'alors non reconnus. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les milieux populaires se composent d'une multiplicité de profils qui ne trouvent plus que très difficilement des points communs leur permettant de porter des revendications partagées. Entre un chômeur de longue durée, une travailleuse cumulant les contrats précaires, un ouvrier craignant pour l'avenir de son emploi, un bénéficiaire du revenu d'intégration, les ponts se construisent difficilement.⁽⁷⁾ En ce sens, le peuple, dans sa partie souffrante, retrouve avec peine sa capacité à se positionner en tant qu'acteur des rapports sociaux tout autant que comme figure clé de l'histoire contemporaine.

Enfin, une troisième conception du peuple, également plus restrictive, renvoie à une identité fermée, aux frontières que certains voudraient clairement circonscrire. Celles-ci sont déterminées par une langue, des coutumes, une culture, un esprit, éventuellement une religion, voire même des particularités physiques. Les pratiques éducatives et culturelles liées à

cette **définition anthropologique** du peuple sont orientées vers la reproduction des identités, *en résistance à l'assimilation d'une culture dominante ou encore structurées dans une volonté d'imposition hégémonique.*⁽⁸⁾ A nouveau, le contexte particulier dans lequel cette signification est utilisée nous amènera à porter vers ces « peuples » un élan de sympathie et de soutien ou, au contraire, provoquera chez nous un sentiment anxieux face à l'expression d'un nationalisme parfois ravageur. Il peut par exemple s'agir du peuple congolais qui se révolte contre le colonisateur belge ou du peuple palestinien qui s'affirme en tant que tel lorsque son identité est niée. Mais cette conception de la notion de peuple réfère aussi à tous les phénomènes de manipulation des masses, l'exemple du *Volk* allemand qui suit son *Führer* pour s'ériger en peuple suprême en est sans doute le cas le plus parlant pour nos références européennes.

1.3. Les conceptions du "peuple" au cœur de l'éducation populaire

Dans le domaine qui nous concerne, l'éducation qui se dit « populaire » se réfère bien souvent à l'une de ces trois conceptions plus qu'aux deux autres. Dans la visée universelle, l'éducation populaire, celle dispensée par l'école notamment, cherche à transmettre, à tous et sans exception, les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme, de la raison. Elle vise *l'intégration à l'universel, avec pour conséquence l'assimilation des identités et des cultures socialement et anthropologiquement différentes.*⁽⁹⁾ Dans l'approche sociale de la notion de peuple, la culture que l'on nomme encore ouvrière se transmet entre générations. L'éducation populaire y a été pensée et conçue comme un ensemble d'institutions qui *structurent une sociabilité et peuvent déboucher, par l'action collective, sur la contestation des rapports de domination et la lutte pour l'émancipation.*⁽¹⁰⁾ Enfin, dans la conception anthropologique, focalisée quant à elle sur la question de l'identité, les politiques éducatives populaires visent avant tout à la perpétuation et à la protection des caractéristiques culturelles et sociales de la communauté, tout autant par leur reproduction que par leur défense contre une assimilation ou un envahissement, qu'ils soient réels ou supposés.

Cet éclairage nous aide à mieux comprendre à quel point les mouvements de jeunesse ou d'éducation populaire, dans le monde et dans l'histoire, ont pu être *tirillés entre ces trois conceptions du peuple et connaître une telle diversification d'idéologies et de pratiques.*⁽¹¹⁾ Il nous montre aussi combien l'idée d'un unique peuple qui parlerait d'une même voix est une image faussée de la réalité. L'universalité première de la notion laisse souvent place, lorsque l'on parle de peuple, à ses définitions sociale ou identitaire. Dans les faits, on constatera néanmoins que les trois sens - universel, social et anthropologique - du mot peuple ne s'excluent pas nécessairement mais coexistent et cohabitent. Ils structurent tant les rapports sociaux et les événements historiques que les individus eux-mêmes :

Les trois sens du peuple peuvent former des alliances. Par exemple le fascisme et le nazisme sont une alliance entre le peuple souffrant manipulé et le peuple identitaire. D'un autre côté, Jaurès représente une alliance positive entre le peuple universel et le peuple souffrant. Par contre, le stalinisme serait une alliance catastrophique entre le peuple universel et le peuple souffrant, dans une marche forcée au socialisme.

Ces trois sens traversent aussi les individus eux-mêmes. Prenons l'exemple du petit Ahmed qui vit dans les quartiers Nord de Marseille. Quand il est chez lui, il est vraisemblablement dans le peuple au sens identitaire, c'est-à-dire sa communauté d'origine, sa culture, ses valeurs, ses modes de vie, ses rythmes religieux éventuellement. Quand il descend au bas de son immeuble où il y a 50% de la population au chômage, il est dans le peuple souffrant. Et quand il arrive à l'école, on lui demande de se déshabiller de tout cela et de rentrer dans le peuple universel, c'est-à-dire dans celui de la République.⁽¹²⁾

Ces réflexions nous intéressent dans la réalité actuelle de notre travail d'éducation populaire et permanente. D'une part, il nous semble que les crises sociétales que nous traversons font ressurgir des oppositions parfois tendues entre les différents sens du mot peuple, entre les différents peuples eux-mêmes, qu'ils se côtoient sur un seul territoire ou qu'ils vivent sur des territoires différents. Prendre conscience des visions qui sous-tendent les discours qui s'adressent « au peuple » peut nous aider à mieux les déconstruire et les comprendre, pour nous-mêmes et avec ceux que nous rencontrons dans nos actions. D'autant plus que les discours populistes et extrémistes en pleine expansion construisent leurs arguments sur les désillusions engendrées par l'inachèvement du peuple dans sa forme universelle. Par ailleurs, et Christian Maurel le remarque très justement, l'éducation permanente travaille avant tout avec des individus qui vivent intérieurement, et parfois de manière très forte, ces différentes appartenances. Il est donc important que cette dimension puisse être prise en compte dans les processus émancipateurs mis en place :

Droit au logement et identité... des questions délicates !

A Bruxelles, plusieurs groupes des Equipes Populaires se sont penché sur l'accès au logement (chasse aux logements vides, régulation des loyers, création de commissions paritaires locatives). Si le droit de se loger est universel, dans les faits, une partie de la population n'y parvient pas, ou avec de grandes difficultés. Et dans ce domaine, les tensions identitaires peuvent être de véritables freins pour la bataille à mener.

En ce qui concerne le logement, les questions identitaires reviennent régulièrement. Les personnes du groupe ont l'impression que ce sont surtout les étrangers qui bénéficient d'aides au logement. C'est tout un travail de déconstruire cette vision. On prend le temps d'expliquer quelles sont les raisons historiques et sociales de la situation actuelle et on essaie de voir comment on va construire du droit pour tous.

Globalement, si on y travaille tous, il y a des solutions qui sont envisageables mais fustiger un groupe ne sert à rien, il faut dialoguer avec tout le monde et essayer de trouver des solutions globales. Il faut démontrer qu'il y a vraiment intérêt à créer une société plus juste et pour tout le monde !

Sami, animateur à Bruxelles

La question pour nous qui faisons de l'éducation populaire, c'est de savoir en quoi cette contradiction peut être un atout permettant de faire un parcours et de se construire un itinéraire de vie positive. Quels sont les éléments structurants qui traversent un individu dans sa dimension sociale, dans sa dimension identitaire, dans sa dimension politique et comment de tout cela, on va faire que cet individu va devenir une singularité agissante permettant de coopérer à la construction d'une histoire nouvelle ? L'éducation permanente ne s'adresse pas qu'aux masses, elle s'adresse à des individus dans un cadre collectif.⁽¹³⁾

S'intéresser aux individus qui composent les peuples et comprendre les tensions qui les habitent constitue, sans doute, un préalable à tout travail éducatif émancipateur. Lutter contre une vision identitaire et fermée des appartenances collectives doit également guider l'action que nous menons pour ouvrir le champ des possibles, des rencontres, des interactions. Les trajectoires que nous construisons s'inscrivent donc dans une volonté de redonner aux peuples, dans leur dimension souffrante, l'envie de se mettre en action pour atteindre l'universalité du terme. Et nous croyons que c'est notamment au travers de la construction commune de réponses législatives aux phénomènes d'inégalités, c'est-à-dire en créant du droit, que les grands principes universels pourront être approchés et devenir réalité.

2.

Des contextes qui évoluent, des modes d'action qui s'adaptent

Créer de nouveaux droits qui incluent de manière plus large ceux qui vivent des inégalités quotidiennes peut souvent sembler utopique. D'autant plus quand il s'agit d'aller toucher aux prérogatives de ceux qui jouissent de multiples privilèges. Et pourtant, l'Histoire est jalonnée d'événements qui ont vu des peuples conquérir des droits qui ne leur étaient jusqu'alors pas accordés. Reconnaissance des libertés fondamentales, reconnaissance du droit de grève, élargissement du droit de vote, obtention des congés payés, création des caisses syndicales et mutuelles, mise en place du modèle de concertation sociale... autant d'exemples d'avancées obtenues, parfois à l'encontre de toute attente.

Nous venons de le voir, le terme de « peuple » invite à la discussion. Pourtant, l'image même d'un peuple uni et fort ne s'est pas construite uniquement sur des fantasmes. A chaque époque, les collectivités ont imaginé et créé des structures et des formes nouvelles pour parvenir à porter de manière efficace des revendications de tout type. Nous verrons ici en quoi ce constat peut nous amener à relativiser la perte de vitesse supposée de la militance d'aujourd'hui : l'action collective n'est sans doute pas à bout de souffle, elle cherche peut-être simplement à renouveler ses formes pour se trouver plus en phase avec les réalités politiques contemporaines.

2.1. Les systèmes centralisés en question

Dans leur ouvrage intitulé *Multitude* et publié à l'apogée du mouvement altermondialiste au début des années 2000, les philosophes et théoriciens Michael Hardt et Antonio Negri analysent les nombreux exemples de peuples qui, à travers le monde et tout au long de l'histoire, se sont organisés pour tenter d'obtenir les changements qu'ils souhaitaient, avec succès ou non. Le constat que soulèvent les deux auteurs porte sur le type de structuration qu'ont développé ces mouvements. Historiquement, les premières revendications populaires ont pris la forme de soulèvements et d'actes de résistance épars avant de se transformer progressivement en organisations plus établies, fonctionnant sur des systèmes hiérar-

chiques au modèle vertical. Des révoltes paysannes du Moyen Age, spontanées et désorganisées, aux revendications du peuple parisien de 1870, on remarque une progressive structuration de ces mouvements. La naissance des partis et syndicats représentant le peuple à partir de la fin du 19^e siècle jouera un rôle important dans ce processus de centralisation des revendications populaires. En se structurant, le peuple se donne des outils qui lui permettent de mutualiser les idées et les avis, d'organiser les étapes de la résistance, de donner de la force à une parole produite de manière collective. En s'unifiant, il se constitue en force de pression efficace pour exiger des réponses à des problèmes qui touchent la collectivité.

Printemps de Prague, grève de 60, événements de mai 1968, révolution portugaise... la centralisation des mouvements revendicatifs, et surtout leur caractère de masse, est encore d'actualité au lendemain de la seconde guerre mondiale. Les revendications se structurent autour de quelques slogans porteurs et qui rassemblent ceux qui les scandent. Pourtant, peu à peu, les organes structurants et représentatifs, tels que les partis et les syndicats, qui se positionnaient en porte-parole et unifiaient en quelque sorte les craintes, les espoirs et les revendications des différentes composantes du peuple (ouvriers, paysans, étudiants, immigrés...) ont traversé une sérieuse crise d'identité et de mobilisation à la fin du 20^e siècle. Les individus souhaitent s'affranchir des cadres et des structures, les militants se mettent à douter de l'efficacité des actions, les personnes ne se reconnaissent plus dans des messages qu'ils jugent simplificateurs. L'image d'Epinal d'un peuple uni, dans sa dimension sociale, c'est-à-dire dans son rapport aux dominations qu'il subit et dans sa capacité à se mobiliser de manière collective, s'effrite peu à peu.

Pour les deux philosophes, si les peuples ont historiquement réussi à s'organiser en contre-pouvoir fort et relativement uni, la réalité actuelle est tout autre. Aujourd'hui, le peuple et les institutions qui les encadraient ont en partie perdu leur force de pression, ce qui est souvent perçu par les acteurs du mouvement social comme un danger pour les droits sociaux et un recul significatif des pratiques démocratiques de contestation. Vision passéiste ou réalisme objectif ? Pour Hardt et Negri, il est en tous cas temps de porter *un regard libre de toute nostalgie moderne pour les corps sociaux dissous ou pour le peuple absent.*⁽¹⁴⁾ Parce que l'affaiblissement relatif des mouvements de revendication populaire ne signifie pas pour autant la mort de l'action collective.

2.2. L'action en réseau, un levier complémentaire

Après les années 1970, les structures institutionnelles s'affaiblissent un peu mais restent néanmoins des acteurs majeurs et incontournables du maintien des droits acquis et du progrès social. Parallèlement, on voit émerger une multitude de collectifs et d'associations, certains éphémères, d'autres plus durables, qui représentent à leur tour des revendications construites et portées par leurs sympathisants. On pense notamment à l'ensemble des mouvements altermondialistes qui, à partir des années 1990, ont rassemblé un peu partout dans le monde des milliers de participants sans pour autant s'institutionnaliser dans des formes et des structures figées.

Alain Loute et Laurence Blésin constatent que ces nouvelles logiques d'action collective sont conduites par des personnes qui ne rejoignent plus *un mouvement de la société civile orga-*

nisée qui sera à même de les représenter ou par adhésion idéologique mais bien plutôt par des individus qui sont touchés par un enjeu particulier ou un problème qui les concernent⁽¹⁵⁾ et qui les poussent à l'engagement. De plus en plus, ces collectifs partent de réalités très locales pour les lier ensuite à des questions politiques nationales et/ou internationales : comités de soutien aux sans-papiers, collectifs contre la chasse aux chômeurs, occupants de squats, associations de riverains, défenseurs d'une alimentation saine et durable...

Ces groupements se saisissent des opportunités d'une mobilité croissante et de l'essor des nouvelles technologies, s'adaptent au contexte de mondialisation en posant un regard international sur les problématiques travaillées et sont capables de relier leurs propres enjeux à ceux de collectifs qui agissent pareillement dans d'autres territoires que les leurs. Ce mode d'organisation en réseau leur permet de se croiser et de s'unir de manière ponctuelle, de porter des combats communs, avant de se désagréger pour mieux se reconstituer ailleurs. Dans ces groupes, on entend parler de liberté dans l'engagement, d'autogestion, d'horizontalité des prises de décisions, de refus de leader charismatique ou de discours à suivre... Chacun est invité à y construire sa place, à y prendre sa responsabilité, à porter sa part d'organisation.

C'est par exemple le cas des comités de soutien aux sans-papiers qui mènent leurs actions sur plusieurs terrains à la fois. Certains militants ou activistes y agissent dans une solidarité directe avec les migrants en apportant nourriture et matériel de première nécessité dans des lieux d'occupation ou en offrant des services tels que des cours de langue ou des activités de loisir et d'expression. Dans le même temps, d'autres orientent leurs énergies vers la rédaction et la diffusion de communiqués de presse, de textes de revendications et de sensibilisation. Dans chaque ville, des comités de ce type agissent pareillement sur cet enjeu, ils restent en lien étroit via les réseaux informatiques, échangent des informations et sont capables de coordonner des actions quand le besoin s'en fait sentir. Ils se mobilisent pour freiner les expulsions, ils se déplacent vers des lieux stratégiques lorsqu'une opération policière se prépare (à Calais par exemple), ils coordonnent la diffusion d'informations importantes (par exemple lors de la récente opération européenne « Mos Maiorum » qui prévoyait un renforcement des contrôles en octobre 2014).

C'est aussi le cas de l'Alliance D19-20 née à l'été 2013 en vue de lutter contre la ratification du TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement). On y retrouve des associations, des syndicats, des professions (agriculteurs, enseignants, artistes, ouvriers, transporteurs) mais aussi toute une série de citoyens aux profils variés. Certains sont actifs dans d'autres collectifs, d'autres y vivent leur première expérience militante. Tous partagent l'envie de s'unir sur un enjeu qui les interpelle et qui les rassemble : un traité qu'ils jugent injuste, non démocratique et dangereux à de nombreux égards. Ils organisent des actions et sensibilisent le grand public, à Bruxelles principalement mais aussi dans d'autres localités où des comités ont vu le jour. Ils utilisent les moyens légaux à leur disposition pour lutter contre ce traité. Leurs réunions prennent la forme d'assemblées dans lesquelles des outils de communication et de décision sont développés pour favoriser la participation de tous. Même dans les situations d'urgence, lors de la manifestation du 15 mai 2014 qui a été le théâtre d'arrestations massives par exemple, toute personne présente a été invitée à rejoindre l'assemblée pour décider des suites à donner aux événements. L'Alliance rassemble sur un enjeu particulier, se relie à d'autres comités européens qui agissent pareillement. Cette plateforme pourrait disparaître lorsque le traité aura été ratifié, ou lorsque la bataille contre

celui-ci aura été gagnée. Ses militants se retourneront alors vers d'autres champs de luttes, noueront d'autres alliances et continueront de la sorte à faire vivre l'action revendicative.

Pour Hardt et Negri, cela fait plus d'une vingtaine d'années que de nombreuses organisations qui visent au changement politique et social ont adopté les formes du réseau. Ils analysent cette évolution comme une adaptation des mouvements populaires aux transformations de la société dans son ensemble. Ils constatent par ailleurs que l'élite dominante, tant politique, qu'économique et financière, fonctionne elle aussi de manière réticulaire. Dans le contexte de mondialisation, les sphères décisionnelles sont interconnectées et mouvantes. Pour les deux auteurs, la capacité des organisations issues du peuple à s'organiser en réseaux, à communiquer, à se déplacer, à se transformer constamment n'est donc pas nécessairement signe d'immatunité mais bien plutôt synonyme d'adaptation. S'organiser en contre-pouvoir efficace signifie donc aussi faire évoluer les formes de résistance pour coller au mieux aux réalités de la société contemporaine.

Cette manière de définir l'action citoyenne comme un réseau en mouvement constant ne convainc pourtant pas tous ceux qui l'observent ou en font partie. Il serait sans doute plus judicieux de parler d'une complémentarité et d'une cohabitation de ces deux modes de participation à la vie politique. La première, plus centralisée et instituée, fonctionne sur des modes décisionnels verticaux et regroupe notamment les partis et les syndicats. La seconde, plus informelle et expansive, fonctionne sur un mode horizontal, et regroupe les collectifs ou groupements citoyens. L'univers associatif reconnu et subventionné balance quant à lui entre l'une et l'autre de ces formes. Certaines associations conservent des structures et des instances plus « classiques » tandis que d'autres expérimentent des modèles neufs, notamment en ce qui concerne les prises de décision.

2.3. La "Multitude", une articulation entre sujet collectif et singularités

Hardt et Negri soutiennent que ces nouvelles manières de s'organiser remettent en question l'usage de la notion de « peuple ». Lorsque l'action politique critique et revendicative était portée par un ensemble relativement unifié, la désignation de cet acteur par le terme de « peuple » pouvait sembler adéquate. Les deux auteurs constatent que la dispersion des engagements - qu'ils soient professionnels ou bénévoles - et l'éclatement des combats menés sont le reflet d'une meilleure prise en compte des aspirations individuelles au sein même des processus collectifs. Ils proposent dès lors le concept de « Multitude » pour rendre compte de la réalité militante des dernières décennies. Pour eux, *le peuple, traditionnellement, dénote une conception unitaire. La population se caractérise bien entendu par toutes sortes de différences, mais le peuple réduit cette diversité en une unité et fait de la population une identité singulière : le peuple est un. La Multitude, en revanche, est multiple. La Multitude se compose d'innombrables différences internes qui ne sauraient être réduites à une unité ou une identité singulière... La Multitude est une multiplicité de différences singulières.*⁽¹⁶⁾

Au-delà de la pure question linguistique, cette vision de la Multitude nous apporte un nouvel éclairage dans notre réflexion. Loin de s'apitoyer sur la disparition des grands soulèvements populaires d'antan, les auteurs soulignent la force et les possibilités qu'ouvrent les

modes de réflexion, de construction et d'action actuels. En cela, ils rejoignent le philosophe et essayiste Miguel Benasayag pour qui la disparition des grandes révoltes populaires peut être analysée comme un signe porteur d'avenir car si *les grandes masses ne bougent pas derrière la propagande, cela veut dire que les gens capitalisent, comprennent les échecs des grandes révolutions. La non-mobilisation vient aussi d'une sagesse qu'il faut respecter.*⁽¹⁷⁾

L'exemple des initiatives nées dans le domaine de l'alimentation est très parlant lorsqu'on souhaite évoquer les concepts de réseau et de Multitude. Nombreux sont les citoyens qui, inquiets pour leur santé, pour l'environnement ou pour l'avenir de l'agriculture, ont souhaité se mettre en action dans ce domaine. Face à la puissance des détenteurs du système agro-alimentaire, peu de structures et d'organisations instituées ont été capables de se saisir de cette question et d'en tirer des revendications claires afin d'infléchir les politiques en la matière. Complètement délaissée par l'agenda politique, la réflexion sur l'alimentation a donc été prise en charge par des citoyens eux-mêmes et ce au départ d'expériences très concrètes : potagers collectifs, groupements d'achats communs, cours de cuisine saine et durable, soutien aux producteurs, mise en place de coopératives pour le rachat des terres agricoles, groupes d'action directe contre les cultures d'OGM... De nombreux projets ont émergé pour montrer concrètement que des alternatives existent. Ces collectifs communiquent entre eux, créent des synergies, font connaître leurs actions sans pour autant mettre en place une structure globale ou désigner un porte-parole qui unifierait leurs combats. Leur force réside dans la multiplicité des profils qui composent les collectifs tout autant que dans la capacité avec laquelle ils ont pu créer, inventer et expérimenter de nouvelles formes d'action. L'ampleur prise par l'ensemble de ces initiatives en a d'ailleurs étonné plus d'un et a contribué à une évolution des mentalités sur la question qui n'est pas sans conséquence à l'échelle de la collectivité : adaptation des cantines scolaires, redéploiement de commerces d'alimentation de proximité, développement de filières de production et de transformation biologiques, prise en compte des problèmes d'accès à la terre...

Cette idée de Multitude permet donc de réactiver la capacité du peuple à agir. Non pas en tant que corps homogène porteur d'un message unique, mais en tant qu'ensemble d'individus aux caractères différents et pourtant capables de trouver des points de conflits à porter de manière commune. Pour Hardt et Negri, il est d'ailleurs clair que *l'éclatement des identités modernes n'empêche pas pour autant les singularités d'agir collectivement.*⁽¹⁸⁾ En d'autres termes, l'action collective populaire reste possible, mais selon d'autres modes de construction et d'expression, peut-être parfois plus en phase avec les valeurs et l'autonomie des individus.

2.4. La place des milieux populaires dans ce nouveau paradigme

Pour nous, qui avons étudié de près les réalités des milieux populaires et constaté l'existence de fractures et de dissensions internes importantes en leur sein, la notion de Multitude est intéressante car elle reconnaît les différences et singularités de chacun, tout en cherchant le commun qui peut encore les relier. Elle pose néanmoins d'autres questions, et notamment celle de la capacité des milieux populaires à trouver une place active dans un système réticulaire et horizontal qui convient, a priori, sans doute mieux au fonctionnement

des classes sociales qui se trouvent plus à l'abri des aléas de la vie. En effet, ce type de fonctionnement demande confiance en soi, connaissance des mécanismes de domination, capacité à se mettre en lien, autonomie dans la réflexion... Série de compétences que les classes moyennes, de par leur parcours scolaire, leur formation, leur bagage culturel, leur relative sécurité financière, maîtrisent sans doute mieux.

C'est notamment une des raisons qui fait dire à Christian Maurel que le travail d'éducation populaire doit aussi permettre de lier les classes populaires aux classes moyennes. Il constate que si le peuple « souffrant » retrouve difficilement sa place d'acteur de l'Histoire, les classes moyennes quant à elles semblent émerger *pour taper à la porte de l'Histoire et construire un nouveau parcours.*⁽¹⁹⁾ On remarque par exemple qu'actuellement, les nombreuses alternatives mises en place en ce qui concerne les domaines de l'alimentation, de l'énergie ou de l'habitat sont principalement le fait de classes moyennes politiquement engagées, en situation de relative sécurité financière et titulaires de diplômes supérieurs. C'est pourquoi il semble essentiel de travailler à la rencontre et à la mise en commun des expériences collectives émancipatrices et revendicatives, qu'elles soient le fruit des classes moyennes ou des milieux populaires, d'autant plus que *ces gens, qui appartiennent aux classes moyennes de plus en plus nombreuses, sont, pour beaucoup d'entre eux, issus des classes populaires. Il y a donc, d'une certaine façon, une dimension populaire des classes moyennes.*⁽²⁰⁾

L'outil informatique, symbole du réseau

A Tournai, les cybercafés organisés par les Equipes Populaires permettent à tous d'apprendre à maîtriser l'informatique et le fonctionnement d'internet. Un outil qui semble évident pour certains, mais qui reste inaccessible pour d'autres...

Le groupe est principalement composé des personnes qui n'ont jamais appris l'informatique. Elles ont une cinquantaine d'années et se trouvent dans un monde dans lequel internet et l'informatique sont de plus en plus présents, mais elles se sentent à l'écart.

L'idée c'est de réduire la fracture numérique. Ce n'est pas que ces gens n'ont pas la possibilité d'avoir accès à l'outil, c'est qu'elles ne savent pas l'utiliser. Internet, c'est un moyen de communication qui n'est pas acquis chez tout le monde. Pourtant, on fait de plus en plus référence à des articles et des informations en ligne. On trouve sur internet de nouveaux médias, de nouvelles sources d'informations. Comment peut-on espérer que les gens soient actifs sur la toile, participent à des actions ou réagissent sur des forums s'ils ne sont pas formés ?

Emeline, animatrice au Hainaut occidental

3.

La nécessité de s'organiser pour contribuer au changement social

Si pour certains il faut admettre que, « tout compte fait nous ne sommes pas si mal », pour d'autres, la situation sociale, politique, environnementale et économique de nos sociétés contemporaines est à reconsidérer largement : la pauvreté dans le monde est un scandale, l'accaparement des richesses par une minorité ne peut plus durer, la destruction des écosystèmes doit s'arrêter de manière urgente, l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère bon marché est ignoble, l'exclusion des chômeurs est une aberration, la politique migratoire est inhumaine...! Les raisons de s'indigner sont nombreuses !

Rêver à un autre monde sous-entend une insatisfaction de taille par rapport à celui dans lequel nous sommes plongés. La multiplicité des crises nous amène naturellement à penser que le capitalisme conduit à une série d'impasses auxquelles peu de réponses convaincantes ont été apportées jusqu'ici. Les sphères politiques et économiques tentent en vain de maintenir en l'état un système qui vacille de toutes parts. Un déni que de nombreux citoyens sanctionnent en se détournant des institutions démocratiques, des partis politiques et des élections. L'enjeu devient donc de voir comment les citoyens pourront contribuer à réactiver le processus démocratique afin qu'il permette à nouveau au peuple de se saisir des moyens légaux à sa disposition pour transformer le monde dans lequel il est plongé.

3.1. De l'impasse des crises à une révolution sociale

Le constat des impasses actuelles a déjà été fait à de multiples reprises, sous différents modèles qui se complètent et s'enrichissent mutuellement. Nous ne ferons donc qu'en citer quelques-unes de manière assez brève, dans l'idée de remettre en perspective toute l'importance du travail de ceux qui cherchent, revendiquent et expérimentent les voies du changement.

Tout d'abord, nous vivons *une crise sociale, économique et environnementale telle que le monde ne peut pas rester en l'état.* ⁽²¹⁾ Le modèle capitaliste dans lequel notre système globalisé s'est engouffré se fait de plus en plus sauvage, au mépris des droits des travailleurs et des libertés fondamentales des personnes tout autant qu'au détriment de l'environnement. Les conséquences de cette manière d'agir, qui place au centre le profit de certains au dépens de tous les autres, sont innombrables. Et si les crises, économique et financière, qui ont éclaté au cours de l'année 2008 nous ont fait espérer de possibles changements de cap, les années qui ont suivi ont malheureusement démontré que les acteurs dominants de ce système ont de nombreuses cartes à jouer pour le faire perdurer. Mesures d'austérité qui touchent particulièrement les moins nantis, atteintes aux acquis sociaux, menaces sur les services à la collectivité, abandon de toute politique environnementale ambitieuse... tout est mis en œuvre pour éviter de repenser radicalement nos organisations collectives de manière solidaire et progressiste.

Une des conséquences les plus importantes de ces crises, et qui nous touche de très près, concerne le redéploiement des inégalités sociales. Si les Nations Unies se réjouissent d'un recul significatif de l'extrême pauvreté au niveau mondial, il convient tout de même de souligner que près d'un milliard de personnes (16% de la population mondiale) vivent aujourd'hui avec moins d'1,25 dollar par jour. ⁽²²⁾ Dans les pays occidentaux, les observateurs constatent quant à eux une détérioration des conditions de vie des plus pauvres. En Belgique, environ 20% de la population connaît un risque de pauvreté ⁽²³⁾ et ce chiffre semble actuellement en augmentation. Par ailleurs, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres reste considérable : les 20% les plus riches se partagent plus de 60% du patrimoine et environ 52% des revenus tandis que les 20% les plus pauvres doivent se contenter de 0,2% du patrimoine total et de moins de 4% des revenus. ⁽²⁴⁾ Ces écarts de richesse tendent également à se creuser puisqu'on assiste à une très faible augmentation des revenus des plus pauvres alors que, dans le même temps, les revenus les plus élevés augmentent fortement.

Cet état de fait signifie donc qu'un fossé de plus en plus important se crée entre ceux qui n'arrivent pas à nouer les deux bouts à la fin du mois, ceux qui peinent pour assumer l'ensemble de leurs dépenses, ceux qui y font face de manière relativement stable, et ceux qui, tout en haut de cette échelle, possèdent des fortunes scandaleusement disproportionnées. Ces écarts grandissants créent un sentiment légitime d'injustice qui devrait être source de mobilisation. Dans un même temps, les différences de revenus et de modes de vie entre l'ensemble de la population et les plus nantis est à ce point gigantesque qu'elle en devient presque insaisissable et conduit tout simplement certains à un fatalisme paralysant toute possibilité d'action et de réaction.

Aujourd'hui, ce sont principalement des stratégies de survie individuelle qui ont succédé aux grandes questions collectives. Comment en effet continuer à défendre les acquis sociaux lorsque l'on galère pour trouver et garder son propre emploi ? Pourquoi se montrer solidaire avec les pays les plus pauvres quand tout nous fait croire que l'économie de nos régions est en grand danger ? Comment se battre pour des questions environnementales quand on s'entend partout dire qu'il s'agit d'un enjeu secondaire dans un contexte économique et géopolitique brouillé ? La précarisation et l'incertitude liées au contexte de crise - incertitude par ailleurs largement entretenue par la classe politique et le monde médiatique - ont aussi pour conséquence de réduire fortement l'horizon des possibles en termes de changement social. En bref, les raisons de ne plus agir collectivement sur des enjeux sociétaux larges sont nombreuses.

A ces multiples crises, qui structurent nos quotidiens et conditionnent les politiques publiques aujourd'hui, viennent s'ajouter de profondes mutations des rapports sociaux. Principalement liées au développement des technologies, ces transformations bousculent nos rapports au temps, au travail et au loisir, nos rapports interindividuels, nos rapports familiaux. Dans son livre *Petite Poucette*⁽²⁵⁾, le philosophe et essayiste Michel Serres analyse finement combien l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication est en train de modifier en profondeur nos habitudes. La vitesse à laquelle les innovations se succèdent ne laisse d'ailleurs que peu de temps aux utilisateurs que nous sommes pour s'habituer aux bouleversements que ces nouveaux outils induisent. Il s'ensuit un brouillage généralisé des codes et des normes, et ce dans tous les domaines de la vie que les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) touchent. Lorsque les lieux du travail se démultiplient (moyens de transport, domicile, lieu de vacances...), où se situe la frontière entre travail et loisir ? Lorsque chacun peut consulter sur les réseaux sociaux les pages personnelles des collègues de travail, où se situe la limite entre vie professionnelle et vie privée ? La question n'est pas ici de porter un jugement positif ou négatif sur la qualité ou l'utilité de ces innovations. Il s'agit avant tout de mettre en évidence le fait que les mutations se sont accélérées et qu'une même génération assiste à un nombre de bouleversements technologiques tellement importants qu'elle n'a pas nécessairement le temps de les assimiler.

Cette période de profondes mutations que nous traversons constitue, selon Christian Maurel, la première étape d'un processus de révolution. Les transformations de société que nous subissons aujourd'hui bouleversent à ce point les communautés humaines que celles-ci se trouvent dans une position d'assujettissement aux avancées technologiques, aux changements de paradigmes familiaux et culturels, aux évolutions des modes de production et de consommation, aux nouveaux modèles économiques et financiers. Pour le sociologue, cette étape devra être suivie d'une autre, celle au cours de laquelle les hommes et les femmes apprendront à comprendre les changements qu'ils subissent pour les maîtriser au mieux, les orienter, les diriger comme ils l'entendent et devenir ainsi les acteurs de leur propre avenir :

Dans la première étape du changement social, les Hommes sont, selon les cas, bénéficiaires ou victimes de l'Histoire. Dans la deuxième étape, ils se mettent à faire l'Histoire. Le changement social, surtout quand il est profond et radical, s'opère en quelque sorte, selon un processus à double détente : la « révolution sociale » dans l'infrastructure socio-économique (nouveaux modes de production, évolution des rapports économiques et de propriété, émergences de nouvelles classes sociales) précède, annonce et prépare la « révolution socio-juridico-politique » (transformation institutionnelle de l'Etat, du droit et du statut des individus). (...)

Dans ce processus complexe, on perçoit bien que le changement s'opère à deux niveaux. Les transformations socio-économiques font naître des idées nouvelles qui, en devenant dominantes et largement partagées, viennent parachever la transformation de la société dans ses différentes dimensions : juridique, politique, idéologique, sociale et même économique. (...) Ainsi, aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Hommes qui sont le produit de l'Histoire sont en même temps les seuls à pouvoir faire l'Histoire. Car ils ont une force que les autres êtres vivants n'ont pas et qui leur confère une grande puissance d'agir : les idées, la culture, l'éducation.⁽²⁶⁾

Ce qui nous intéresse ici n'est donc pas d'aller plus loin dans l'analyse du modèle de développement qui domine actuellement, mais bien plutôt de voir comment les collectivités peuvent aujourd'hui comprendre les structures, institutions et événements qui font leur quotidien pour s'approprier au mieux les changements qui sont intervenus chez nous dans un passé plus ou moins proche et envisager l'avenir sous un nouvel angle. Plus que jamais, les idées, la culture et l'éducation sont les meilleurs outils pour y parvenir. Il est donc essentiel que tous, y compris les milieux les moins favorisés, puissent bénéficier d'un accès aux pratiques culturelles sous toutes leurs formes.

3.2. L'élite politique en manque de réponses

Crises et mutations profondes façonnent donc notre quotidien depuis un certain temps déjà. Pour répondre à la multiplicité des problèmes que nous traversons, nous attendons du monde politique qu'il développe des solutions viables à long terme. Traditionnellement, les élections et leur lot de promesses portent d'ailleurs en elles des espoirs de changement et d'amélioration sociale. Pourtant, pour certains observateurs, journalistes et politologues, notre système de délégation du pouvoir est en crise et subit une perte importante de sa légitimité. Pour le sociologue Christian Maurel, il faut admettre que *la démocratie représentative délégataire est aujourd'hui en grande difficulté et que la capacité de se gouverner ou d'être gouvernés est devenue extrêmement problématique.*⁽²⁷⁾ Cette impasse qui se dessine vient s'ajouter à la liste déjà longue de celles citées précédemment. Elle nous intéresse particulièrement dans la mesure où les acteurs de l'éducation permanente, au travers des trajectoires qu'ils construisent avec leurs publics, souhaitent amener les citoyens au cœur même des décisions qui touchent la vie en société.

Deux indicateurs peuvent nous informer sur cette désaffection des citoyens à l'égard du monde politique. Il s'agit de *la baisse du taux de participation électorale ainsi que du relatif discrédit affectant le personnel politique.*⁽²⁸⁾ En ce qui concerne le premier des deux facteurs, on constate en effet un abstentionnisme grandissant au fur et à mesure des élections qui se succèdent. Le récent scrutin municipal en France (mars 2014) a battu les records d'abstention avec un taux avoisinant les 38,5%. En Belgique, malgré l'obligation de vote, il est déjà arrivé que près de 20% des électeurs ne se présentent pas dans les bureaux électoraux. A propos du second facteur, il semble bien que les accusations à l'égard de la classe politique dans son ensemble se multiplient. On soupçonne celle-ci de clientélisme, de connivence avec les marchés financiers, de désintérêt pour les problèmes « des gens »... Le fossé se creuse de plus en plus entre un peuple qui se sent abandonné et lésé par les mesures de redressement budgétaire des dernières années et une élite politique de moins en moins en phase avec les réalités de terrain. A cela s'ajoutent encore les phénomènes de mondialisation et de distance accrue entre les citoyens et avec les instances de décisions inter-étatiques (le niveau européen par exemple).

Les citoyens sont en attente de réponses efficaces en ce qui concerne des questions tant individuelles que collectives, tant nationales qu'internationales. Quelles pistes face au manque d'emploi, aux phénomènes de délocalisation, à la toute-puissance des grandes entreprises et des multinationales ? Quelles propositions concrètes tant pour l'encadrement de la petite enfance que pour la gestion du vieillissement de la population ? Quelles avancées en matière de lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement ?

Cette méfiance, certains l'étendent également aux acteurs plus largement impliqués dans les processus de concertation sociale, les syndicats par exemple. Thierry Dock, ancien directeur du service d'études de la CSC, analyse cette perte de crédit de la gauche et du monde syndical comme résultant d'une incapacité à *tracer les lignes d'une alternative « croyable »*. Il va plus loin dans son propos et constate que *plus la crise dure, plus il y a une frilosité qui prend corps à travers le monde syndical, moins on explore les alternatives. La gauche en arrive à dire qu' « il faut baisser les charges » ! On assiste à une sorte de contamination de l'idéologie libérale dominante qui prend malheureusement corps aussi à l'intérieur d'une partie de la gauche et du mouvement syndical.*⁽²⁹⁾ En ce sens, les institutions nées du compromis social-démocrate (syndicats et mutuelles) et représentant le peuple au sein du jeu démocratique se trouvent aujourd'hui dans une position délicate. Elles souhaitent conserver une place d'acteur dans le processus de concertation pour continuer un travail reconnu, efficace et indispensable de contre-pouvoir. Mais paradoxalement, cette position les renvoie parfois à une impossibilité à se positionner dans une perspective de changement plus radical.

Au-delà du contenu des programmes politiques et des questions débattues dans les chambres et assemblées, c'est également la forme des institutions qui dérange et semble ne plus correspondre aux attentes démocratiques des citoyens. Analysant le cas français, le juriste Dominique Rousseau parle d'une réelle *crise institutionnelle : les institutions, qui sont faites pour permettre un échange fluide et continu entre les gouvernés et les gouvernants, sont aujourd'hui bloquées. Elles n'entendent plus ce qui se dit dans la société et la société ne les écoute plus. Cette situation politique peut être qualifiée d'autisme institutionnel puisque les canaux institutionnels de communication entre les gouvernés et les gouvernants sont aujourd'hui bouchés. (...) C'est un problème structurel, lié à ce que nos institutions ne sont pas solides, mais rigides.*⁽³⁰⁾

La situation que nous connaissons en Belgique est certes bien différente de celle vécue par nos voisins, mais les blocages institutionnels et communautaires y sont tellement nombreux et durables que les citoyens développent un sentiment d'inadéquation totale entre les problèmes qu'ils rencontrent et les solutions que les politiques y apportent.

Il n'est pas étonnant que dans ce contexte, un certain nombre d'électeurs se détourne des questions politiques. Quelle que soit la majorité qui nous gouverne, quel que soit l'interlocuteur, quelle que soit la position idéologique des partis, au fond, rien ne semble évoluer ! Pour le philosophe Luc Carton, on ne peut que comprendre *la désertion presque politique du citoyen raisonnable et averti. A regarder comment les politiques publiques se déploient, quelles que soient les majorités, on peut se dire que, somme toute, ils font tous la même politique.*⁽³¹⁾ Le politologue Vincent de Coorebyter abonde dans ce sens et constate un réel grippage du système politique qui, en Belgique, porte toujours les mêmes partis traditionnels au pouvoir :

De facto, ce sont presque exclusivement les trois familles traditionnelles qui ont gouverné le pays depuis l'indépendance de la Belgique. De manière plus générale, nous vivons avec des gouvernements de coalition depuis 1958, et les coalitions sont de plus en plus larges : au seuil des élections du 25 mai, la situation sortante était composée partout de tripartites, sans la moindre exception, même pas en Communauté germanophone. Et à Bruxelles, le gouvernement régional est composé de six partis, trois francophones et trois flamands. Il y a effectivement une sorte de redondance, de répétition,

de grippage du système qui porte toujours les partis traditionnels au pouvoir, avec quelques exceptions concernant les partis écologistes ou régionalistes. (...)

Le système induit de manière évidemment non planifiée ce sentiment d'inertie, de répétition. Le corps sociétal et le corps électoral se sont divisés en tendances tellement nombreuses que la prise de décision devient très lente et compliquée, opaque. La moindre décision - et, à beaucoup d'égards, c'est très heureux ! - fait l'objet, en amont, d'une foule de consultations et d'expertises révélant des enjeux contradictoires et, en aval, de possibilités de recours telles que de nombreux dossiers se transforment en véritables sagas, comme le désengorgement du ring d'Anvers ou la question des nuisances sonores autour de l'aéroport de Zaventem. Aucune tendance ne parvient plus à infléchir de manière à la fois visible et durable le fonctionnement de la vie publique ou les politiques menées. Nous sommes dans une sorte d'ère du compromis perpétuel et qui se complique d'une frustration, d'un malaise supplémentaire pour l'électeur. ⁽³²⁾

Pourtant, si les signes de désintérêt des citoyens sont réels en ce qui concerne la gestion de la chose publique par le biais des politiques instituées, la démocratie représentative n'en est sans doute pas à ses dernières heures. Au contraire, la période actuelle peut être justement propice à la mise en place de changements dans le modèle que nous connaissons. Ce à quoi s'attèle tant bien que mal une société civile qui n'est pas en panne d'idées.

3.3. L'activité citoyenne en ébullition

Les critiques formulées à l'égard de la classe politique sont nombreuses. Elles occultent d'ailleurs parfois la qualité du travail de certains élus qui mettent une énergie importante pour construire des propositions qui orientent l'avenir vers une société plus juste. Mais elles révèlent aussi la vigilance dont font preuve tant des individus que des collectivités. L'activité citoyenne n'est donc pas pour le moins à l'arrêt, que du contraire ! Dans son ouvrage intitulé *La contre-démocratie*, l'historien et sociologue Pierre Rosanvallon tente de démontrer qu'une multiplicité d'acteurs de la société civile, qu'ils soient institués ou non, jouent un rôle essentiel dans les processus de contrôle démocratique, ce qui est grandement salutaire pour la démocratie elle-même.

Selon Rosanvallon, les pratiques de « défiance » peuvent se classer en trois grandes catégories : *la surveillance*, *l'empêchement* et *le jugement*. Si nous prenons le cas des actions menées par les Equipes Populaires, *la surveillance* pourra se faire par un groupe veillant à l'application effective de la loi sur l'obligation d'affichage des loyers ; *l'empêchement* se concrétisera par une participation à une manifestation ayant pour objectif de bloquer la tenue d'un sommet européen ayant programmé la ratification du traité transatlantique à son agenda ; *le jugement* se formulera lors des débats préparés en vue des élections à tous niveaux de pouvoir et au cours desquels les participants interpellent les élus sortants sur leurs avancées, notamment en matière de justice sociale. Ces expressions de défiance, telles qu'elles sont pratiquées dans de nombreuses associations ou dans des collectifs plus informels, sont structurellement nécessaires à la démocratie car elles questionnent et réactivent le processus. Par contre, à partir du moment où les mouvements de revendication, de grève et d'insatisfaction ne sont pas écoutés et reconnus, ils peuvent donner lieu au dévelop-

pement d'un discours anti-politique prononcé susceptible de prendre des formes très variées.

Pour tenter d'apporter des réponses à cette désaffiliation politique, une certaine frange de la population, chercheurs, citoyens, voire même politiciens, cherche à proposer des formes de démocratie basées sur d'autres dynamiques que celles des élections à intervalles réguliers, des partis, de la représentation. Les principes qui sous-tendent ces propositions sont que *les « gens » sont capables, si on les laisse s'exprimer et délibérer, de produire des règles, de trouver l'intérêt général. (...) Dans nos sociétés complexes, la volonté générale doit être connectée avec ce que vivent quotidiennement les gens, dans leurs métiers, leurs activités sociales de parents d'élèves, de consommateurs... Or notre régime actuel repose sur une conception unidimensionnelle du citoyen, à savoir l'électeur.*⁽³³⁾ On entend donc parler d'expériences de démocratie participative ou de désignation des représentants par tirage au sort. Paradoxalement, la discussion autour de ces modèles alternatifs est mise sur la table par l'ensemble de l'échiquier politique. Les mouvements sociaux et associatifs restent quant à eux majoritairement attachés à la défense du système de démocratie représentative et à ses composantes (partis, représentants élus, acteurs de la concertation sociale) et attirent par ailleurs l'attention sur les dérives des multiples projets de participation citoyenne mis sur pied au cours des dernières années. Projets qui ont parfois eu tendance à favoriser l'expression citoyenne certes, mais sur des enjeux situés dans les champs de la gestion quotidienne du lien social et non pas sur des enjeux sociétaux plus larges.

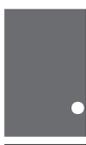
3.4. L'accès des milieux populaires aux nouvelles formes de militance

Il est urgent et nécessaire de réactiver une démocratie aujourd'hui mise à mal. Si l'éducation permanente souhaite permettre à chacun de mieux prendre une place active dans une société de plus en plus complexe, elle doit dès lors se donner les moyens de se saisir de ces questions de désaffiliation politique. D'autant plus qu'il semble que *les pratiques « contre-démocratiques » de protestation (signer une pétition, manifester, s'engager dans un collectif) sont davantage le fait des catégories les plus scolarisées de la société. (...) Les plus vulnérables sur le plan socio-économique, qui sont aussi souvent peu scolarisés, n'ont pas souvent les moyens de faire entendre une protestation contre les injustices dont ils sont victimes ni même parfois de se rendre compte de ces injustices et de s'organiser collectivement.*⁽³⁴⁾

Il n'est sans doute pas opportun d'idéaliser aujourd'hui l'engagement militant et les combats menés hier. La question est avant tout de voir de quelle manière chacun peut, dans le contexte actuel, jouer un rôle d'acteur dans le processus démocratique. Et les opportunités sont nombreuses ! S'impliquer dans le processus électif, jouer un rôle de surveillance, d'empêchement ou de jugement, proposer, construire et créer des alternatives viables, s'impliquer dans les réflexions et les actions de syndicats, de collectifs, d'associations diverses sont autant de manières de vivre pleinement son rapport au politique... autant d'exemples de possibilités d'actions théoriquement à la portée de tous. Néanmoins, en tant que mouvement d'éducation permanente qui travaille principalement avec des personnes issues de milieux populaires, nous constatons que l'accès aux nouvelles formes de militance et d'engagement ne va pas de soi pour de nombreuses personnes.

Habiter la démocratie est donc un enjeu de taille. Pour Hervé Pourtois, permettre à tous, et y compris aux plus vulnérables, de prendre une place de construction ou d'opposition dans une société démocratique qui se construit et se reconstruit continuellement est un défi majeur :

Ce n'est plus seulement une césure entre élus et électeurs qui est ici en jeu mais une désaffiliation d'individus devenus étrangers à une sphère publique, formelle et informelle, dont ils ne sont plus acteurs ni même spectateurs, bien qu'ils y demeurent électeurs, parfois pour le pire. N'est-ce pas là qu'il faut chercher la cause de l'impolitique et du populisme ? Non pas dans une tension entre les pratiques de défiance de la société civile et des institutions représentatives qui ont besoin de confiance : après tout, contester c'est encore participer à l'espace du commun politique. Mais plutôt dans la méfiance dont sont victimes autant ces institutions que les acteurs de la société civile, méfiance ou même plus simplement indifférence. Le problème n'est donc pas d'abord d'articuler démocratie représentative et contre-démocratie, institutions politiques et société civile organisée en repolitisant ceux qui protestent. Le défi majeur est plutôt d'ancrer l'une et l'autre de ces formes politiques, la représentation et la protestation, de manière inclusive dans le tissu social. Quelle légitimité peuvent avoir des opinions et des politiques formées dans une société civile forte et débattante, si une partie de la population s'en trouve exclue ou marginalisée ? (Ré)inclure chaque citoyen dans l'espace public de la délibération publique, c'est la finalité première du « travail du politique ».⁽³⁵⁾



Conclusion

Nos sociétés changent, évoluent, se transforment en profondeur. Le phénomène n'est pas neuf mais il s'est accéléré au cours des dernières décennies. Ces évolutions ne sont pas le fait de principes abstraits, elles sont générées par des hommes et des femmes, par des collectivités qui utilisent de nouveaux moyens techniques, qui vivent autrement leur rapport au temps et au travail, qui expérimentent les formes démocratiques, qui créent des lois, qui refusent certaines formes de domination, qui en génèrent d'autres... Pour beaucoup d'entre nous, ces transformations et mutations engendrent des sentiments d'impuissance, de vulnérabilité, d'insécurité. Christian Maurel souligne que nous sommes en quelque sorte *au milieu du gué pour comprendre vraiment la société dans laquelle nous sommes.*⁽³⁶⁾ Nous subissons crises et mutations sans avoir l'impression de tenir la barre du bateau dans lequel nous nous trouvons. Certains décident de faire confiance à ceux qui orientent la barque, d'autres ne peuvent se résigner à laisser voguer une embarcation dont tout indique qu'elle dérive.

Dans ce contexte, il est légitime de souhaiter que le peuple conserve -ou retrouve- une place d'acteur au sein des processus de transformation sociale. Chacun, quel que soit son milieu d'origine, doit pouvoir prendre une part active aux expériences citoyennes et politiques qui émanent de la collectivité. Pour nous, qui construisons principalement notre action avec des personnes issues des milieux populaires, il est important de prendre la mesure de ce qui sépare encore aujourd'hui « le peuple souffrant » du « peuple universel » afin d'avancer toujours plus vers la réalisation effective d'une société de droit.

Cet objectif n'est pourtant pas facile à atteindre. Les modes d'action traditionnels dans lesquels de nombreux travailleurs trouvaient un cadre de revendication clair ont changé. Comprendre que les lignes de force ont bougé et que les formes de militance ne sont plus les mêmes est donc indispensable si l'on veut penser la réalité au plus juste et être pertinent dans l'action. Aujourd'hui, les modes d'action en réseau tendent à compléter, voire même parfois à remplacer, les structures instituées. Les actions sont plus volatiles et moins durables, les alliances se font et se défont, les combats sont parfois très ponctuels. Cela nous amène d'ailleurs à qualifier les engagements d'aujourd'hui de désorganisés et d'éphémères. Ce jugement est peut-être un peu trop hâtif et les nombreux groupements et collectifs qui font vivre l'action collective témoignent de la vitalité du mouvement revendicatif dans son ensemble.

En ce sens, le concept de « Multitude » nous intéresse parce qu'il permet d'appréhender les nouvelles formes d'engagement social de manière plus positive. La Multitude nous aide à

comprendre qu'agir dans le contexte actuel c'est laisser une place aux singularités et aux différences internes à un groupe tout en cherchant le commun qui relie et permet l'agir collectif. C'est un concept fécond et qui ouvre le champ des possibles. Il permet d'appréhender l'action collective tout en respectant l'autonomie des individus.

Il semble bien qu'aujourd'hui les engagements sont devenus moins évidents. Dans le travail que nous réalisons avec des personnes issues de milieux populaires, l'enjeu sera donc de construire ensemble une place sur ce nouvel échiquier, de créer des synergies avec d'autres acteurs sociaux porteurs de revendications, d'éviter l'enfermement et le repli sur soi. Il s'agit donc, pour les mouvements d'éducation permanente, d'ajuster les stratégies d'action, de s'adapter à la nouvelle donne pour conserver toute la force de frappe nécessaire au changement social. Mais aussi de mettre en œuvre des processus d'éducation qui permettent l'appropriation des outils et des codes de cette nouvelle « citoyenneté » par les milieux populaires. Tel sera l'objet de la seconde partie de ce travail.

Partie II :

CONSTRUIRE UNE PLACE D'ACTEUR DANS UN MONDE EN CRISE





Introduction

Face à une société complexe et en constante mutation, l'ambition des associations d'éducation permanente reste la même : contribuer à ce que chacun puisse analyser le monde avec un recul critique et y prendre la place d'acteur qu'il souhaite. Pourtant, les trajectoires ne se construisent pas toujours aussi facilement qu'on le souhaiterait et l'application de la méthode du « voir-juger-agir », chère à Cardijn, ne va pas nécessairement de soi.

Comment en effet instruire, montrer à voir, conscientiser, apprendre à analyser quand le monde est devenu à ce point complexe ? Comment contribuer à l'émancipation des personnes quand tout nous pousse à renvoyer l'individu vers sa propre responsabilité ? Comment enfin retrouver une puissance d'agir quand les souffrances vécues individuellement se transforment difficilement en conflits portés de manière collective ?

La réalité d'animation de nos groupes nous montre que certains écueils ne sont pas toujours faciles à éviter : des personnes qui se replient sur leurs problèmes individuels, des groupes qui évitent de confronter leur point de vue au monde extérieur, une idéologie dominante de responsabilisation qui percole malgré tout parfois dans nos pratiques...

Pourtant, des pistes existent et s'expérimentent quotidiennement dans les associations du secteur. De manière parfois très intuitive, les animateurs et les participants trouvent ensemble des manières de faire avancer les trajectoires qu'ils mènent, parfois même jusqu'à obtenir des résultats très concrets en terme de changement politique, social et législatif.

L'enjeu devient donc pour nous de voir comment adapter nos méthodes et nos outils pour dépasser certaines limites inhérentes à notre travail et à la société dans laquelle nous le menons à bien. Parce que, comme Christian Maurel, nous continuons de croire que la conscientisation, l'émancipation et le développement d'une puissance d'agir sont autant d'étapes qui mènent à la transformation sociale.



1.

De l'expression individuelle à la construction collective des savoirs

Il faut instruire pour révolter ! C'est le premier objectif de l'éducation populaire nous dit Christian Maurel. Avant de pouvoir se positionner sur une question de société, avant d'être capable de revendiquer un changement, avant d'être prêt à exiger une réforme du cadre législatif ou politique, il faut d'abord comprendre le monde dans lequel nous sommes immergés. C'est la première étape de la méthode du voir-juger-agir chère à Cardijn.⁽³⁷⁾

1.1. Se réapproprier le langage

Notre société s'est à ce point complexifiée que nous nous trouvons parfois dépourvus lorsqu'il est question d'en appréhender les contours et les enjeux. Nous avons vu au cours de la première partie de ce travail combien les crises de tous ordres et les mutations technologiques chamboulent nos univers quotidiens. Pour le philosophe Luc Carton, notre difficulté à comprendre le monde contemporain est abyssale. Il évoque une réelle *crise de la représentation culturelle*, c'est-à-dire de la manière dont nous nous représentons le monde : *concevoir la société dans laquelle nous sommes, en parler, l'analyser, notamment dans ses divisions, de manière à en délibérer est aujourd'hui plus difficile qu'hier. Il s'agit d'une réelle incapacité à se représenter le monde de manière stable, durable, commune et communicable.*⁽³⁸⁾ Comment dès lors ne pas se sentir dépassé lorsqu'il nous faut comprendre - et expliquer à d'autres - les enjeux qui sous-tendent des questions d'actualité ? La succession des crises économique et financière, l'urgence des impasses environnementales, le tout dans un contexte de redéploiement des inégalités constitue un cocktail dont il est difficile de tirer des analyses claires et cohérentes.

La question n'est pas de savoir si les enjeux sociétaux d'aujourd'hui sont plus ou moins complexes que ceux d'hier mais de constater une incapacité commune à trouver un vocabulaire

adéquat pour en rendre compte. Non seulement les mots nous manquent mais il semble aussi que ceux qui nous restent se sont vidés du sens qu'ils portaient. Comment par exemple comprendre et penser le monde du travail aujourd'hui quand tout est fait pour retirer de nos bouches les termes d' « exploitation », d' « aliénation », de « lutte des classes », du rapport « capital-travail »... ? Des termes démodés, vieillis, inadaptés aux réalités actuelles ? La réappropriation du langage et des mots qui nous ont été confisqués pour rendre compte des dominations que nous subissons se révèle être un enjeu de taille. Il semblerait qu'actuellement, les plus puissants aient une longueur d'avance dans la capacité à inciter tout un chacun à employer certains termes plutôt que d'autres : un chef du personnel devient un directeur des ressources humaines, un contremaître devient un coach, un licenciement collectif devient un plan de sauvegarde de l'emploi, un balayeur devient technicien de surface... Et la liste est encore longue des mots qui nous sont imposés pour nous empêcher de penser et d'exprimer les inégalités. Pour Frank Lepage et la coopérative Scop le Pavé⁽³⁹⁾, le travail à mener sur la capacité de chacun à se réapproprier la langue est immense. Réhabiliter certains termes et en effacer d'autres nous aiderait sans doute à mieux cerner ce monde, certes complexe, mais qui se trouve malheureusement toujours régi par des règles immuables de domination et d'exploitation, tant des personnes que des ressources naturelles.

Au-delà de la question du langage, une de nos difficultés à construire une vision cohérente du monde vient également du fait que, dans un contexte de globalisation, les problèmes sont aujourd'hui tous de nature systémique et interconnectés. Sur quel bout de la ficelle nous faut-il dès lors tirer pour démêler l'entrelacs des enjeux et des contradictions que chaque problème soulève ? A ceux qui s'occupent de l'environnement, on reproche de ne pas tenir assez compte des inégalités sociales, à ceux qui travaillent sur les droits sociaux, on rétorque qu'il est temps de se pencher sur les questions économiques, à ceux qui sensibilisent aux dégâts du non-emploi, on oppose l'urgence de résoudre les questions d'épuisement des ressources, etc.

Dans ce contexte, Luc Carton nous rappelle, à la suite du sociologue Alain Touraine, qu'un mouvement social se constitue classiquement en tant qu'acteur lorsqu'il est en capacité d'analyser une question déterminée de manière claire et de formuler une triangulation entre une identité (ce qui rassemble), une opposition (l'adversaire) et une totalité (l'enjeu du désaccord). Si nous prenons un exemple de l'histoire sociale tiré des combats ouvriers de la fin du 19^e siècle, l'identité du groupe social est clairement définie : des travailleurs ouvriers, qui vendent leur force de travail à un patron en échange d'un salaire peu élevé, qui vivent dans des logements peu salubres et géographiquement proches, qui fréquentent les mêmes lieux de « loisir ». L'opposition est également identifiable : le patron, tout le monde sait qui c'est. Il est physiquement présent, il a une maison plus haute et plus grande que les autres, on connaît son prénom, il est même parfois le parrain des enfants de ses travailleurs. Mais identité et opposition ne suffisent pas s'il n'y a pas de rapport à la totalité, c'est-à-dire à l'enjeu de société soulevé. La totalité divise l'identité et l'opposition mais elle leur reconnaît également un enjeu commun et autorise donc la discussion : « nous, ouvriers, voulons des conditions de travail plus respectueuses de notre statut d'être humain » tandis que « moi, patron, je souhaite un travail rentable, productif et efficace à bas coût ». On parle de la même chose, du travail en l'occurrence, mais que chacun considère sous un angle différent. La discussion peut avoir lieu, le conflit peut émerger, les parties en présence et les enjeux sont clairs.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Par exemple lorsqu'une grande enseigne comme Delhaize décide de supprimer 2 500 emplois ? Pour les salariés qui travaillent sous des statuts différents, sous la direction de gérants aux positions variées, dans des zones géographiques éloignées, comment constituer une identité ? Et qui représente réellement l'opposition : la direction qui refuse même un contact direct avec ses travailleurs, les actionnaires qui se trouvent aux quatre coins du monde, les clients qui profitent d'une consommation de masse à bas prix ? Autour de quelle vision sont-ils prêts à s'unir : le maintien de l'emploi à n'importe quel prix, la survie de l'enseigne, les conditions de sortie, la sauvegarde des magasins de proximité ? Sans aller jusqu'à dire que le triangle identité - opposition - totalité n'existe plus, on peut néanmoins affirmer qu'il ne se lit souvent plus de manière très claire.

Conscientiser, instruire, apprendre à analyser et démêler les enjeux des grandes questions de société pour mieux prendre une place de citoyen est une des missions prioritaires de l'éducation permanente. Mais comment aborder aujourd'hui cette composante de notre travail si le doute s'est à ce point immiscé dans nos visions du monde et si le langage ne nous permet plus de structurer ce dont nous sommes témoins ? Comment contrer aussi l'impression de grande impuissance face aux multiples connexions qui s'établissent entre les différents domaines que nous travaillons ?

1.2. Analyser le monde au départ des réalités vécues

Pour tenter de répondre à ces questions méthodologiques, les animateurs expérimentent au quotidien différentes pistes. Si le désir d'instruire, de montrer à voir, d'aider à comprendre doit nous guider, *l'éducation permanente qui consisterait à vouloir transmettre la bonne culture aux pauvres serait un vrai problème.*⁽⁴⁰⁾ D'une part parce que le rapport au savoir institué n'est pas évident pour certaines personnes qui s'impliquent dans nos groupes, d'autre part parce que les savoirs qui se transmettent uniquement de manière descendante sont souvent moins efficaces que ceux qui se comprennent et se construisent de manière collective. Il n'y a donc pas lieu d'envisager les espaces où les groupes se réunissent comme des lieux d'enseignement dans lesquels certains détiendraient un savoir et par conséquent un droit de parole et une posture plus valorisés que les autres.

Nous estimons donc essentiel de partir des réalités vécues et des représentations du monde que se font les participants, parce que nous considérons qu'ils sont les experts de leur quotidien et qu'ils sont les plus à même de développer une parole juste sur les dominations qu'ils subissent. Toute trajectoire menée en éducation permanente démarre donc généralement par une phase d'expression qui permet, si elle est bien travaillée, de mettre à jour des problématiques, des enjeux, des questionnements qui relèvent parfois de la vie individuelle, souvent du devenir collectif. Majo Hansotte⁽⁴¹⁾ a particulièrement étudié, tant dans la théorie que dans la pratique, la manière de faire émerger une parole individuelle et collective. Nous reviendrons plus loin sur les enjeux liés à l'expression des personnes et sur les liens que nous pouvons établir entre la qualité et l'attention portée à cette étape et son potentiel mobilisateur.

L'expression est donc première. Mais si le récit du vécu quotidien doit avoir toute sa place, le processus ne peut néanmoins en aucun cas s'arrêter à cette étape. Christian Maurel insiste sur le

fait que le groupe ne se réduit pas à un groupe de paroles qui apporterait un soulagement provisoire des souffrances. Il s'agit d'aller plus loin et de co-construire des savoirs dans une démarche qui ne se limite pas à un échange de savoirs déjà existants et apportés par chacun des acteurs.⁽⁴²⁾ Limiter l'expression des personnes à l'exposé de leurs réalités c'est, en partie en tous cas, les enfermer dans une identité d'individu en souffrance et ne pas leur donner la possibilité d'être acteur d'une réflexion plus large sur la thématique qu'ils apportent sur la table. C'est bien pour cela que l'enjeu essentiel est la construction de savoirs nouveaux, « inédits », « inouïs », élaborés à partir de témoignages qui ne se limitent pas « au sens sociologique habituel d'énonciation d'un simple vécu », mais qui rendent les acteurs « auteurs au sens de s'autoriser à dire ce qui d'ordinaire ne peut l'être ».⁽⁴³⁾ A l'intérieur même du groupe, la mise en commun des expériences individuelles, la confrontation des points de vue, l'analyse des situations au départ des connaissances et des visions de chacun sont une série d'étapes qui aboutissent déjà à une compréhension nouvelle des questions abordées.

Une fois l'expression travaillée, les expériences vécues valorisées et mutualisées, alors la rencontre avec des savoirs extérieurs devient intéressante, et même incontournable. On constate d'ailleurs que lorsque la parole a été suffisamment travaillée et valorisée en amont, la rencontre avec un expert reconnu n'en devient par la suite que plus fructueuse, et cela pour les deux parties. L'asbl Flora⁽⁴⁴⁾ travaille notamment ces questions de co-construction des savoirs. Dans le cadre d'un projet de participation citoyenne sur l'aménagement d'un espace communal, un groupe de citoyens a réfléchi sur ce qu'était pour eux un espace de loisir ouvert et convivial bien pensé. En confrontant leurs propres savoirs et leur pratique concrète à celle des architectes qui avaient dessiné le futur projet, ils ont exprimé leurs inquiétudes face à une conception du lieu qui ne correspondait pas du tout à leurs attentes. En travaillant directement avec les concepteurs du projet, ils ont fait valoir leurs connaissances pour orienter le tracé du lieu lui-même, mais aussi

Partir de ce qui affecte les gens

Au départ de l'indignation d'une participante sur la disparition d'un bus de proximité, un groupe des Equipes Populaires de Charleroi s'est penché sur des questions plus larges de mobilité. Un exemple qui montre que des trajectoires pertinentes peuvent être menées à partir de problèmes soulevés par des situations du quotidien.

Une participante qui prend beaucoup les transports en commun est venue en disant que le TEC avait l'intention de supprimer un citybus qui amène les gens vers le centre de Charleroi. Elle avait appris ça, elle en avait beaucoup parlé avec les chauffeurs, cela la touchait vraiment. Elle est arrivée avec cette question-là, les autres n'étaient pas concernés directement mais ils trouvaient que c'était important.

On a commencé à travailler sur le sujet avec ce groupe et cette question est devenue l'objet d'un enjeu collectif. Il y a eu un travail de mobilisation en groupe, il y a eu beaucoup de discussions avec les chauffeurs. On a rencontré un permanent syndical du TEC Wallonie qui est venu faire un bilan de la situation plus générale. Nous n'avons pas pu aller jusqu'à une action commune entre usagers et travailleurs du TEC parce que les travailleurs eux-mêmes se sont mobilisés pour résoudre le problème. Il n'empêche que l'échange a été intéressant. Cela nous a permis de nous interroger sur la mobilité de manière plus large.

Ce n'est pas toujours facile d'arriver à ce que les gens s'expriment. Plus ils sont dans la difficulté et moins c'est facile pour eux de parler. Je pense que c'est en diversifiant les méthodes et en faisant des choses un peu différentes qu'on arrive à ce que les gens parlent. J'ai parfois des personnes qui sont dans un groupe depuis très longtemps et qui ne disent rien et puis tout à coup, parce que j'aborde le groupe de manière différente ou avec d'autres techniques d'animation, elles se mettent à s'exprimer.

Isabelle, secrétaire fédérale à Charleroi-Thuin

contribuer à une meilleure expertise collective sur les espaces verts dans les quartiers.

Pour les publics issus de milieux populaires, qui vivent parfois un certain éloignement par rapport aux idées culturelles dominantes, il est essentiel de redonner de la valeur aux manières de concevoir le monde qui sont les leurs. Socialement non reconnues, leurs connaissances sont néanmoins issues d'expériences de vie très concrètes et ces publics, bien que plus discrets, ont beaucoup de choses à apporter dans la réflexion collective sur des domaines très variés tels que, entre autres, le logement, l'aménagement du territoire, la mobilité ou encore l'enseignement.

1.3. Ouvrir l'horizon des connaissances

Il est évident que, dans cette démarche d'expression de soi et d'analyse des réalités au départ d'une co-construction des connaissances, le savoir extérieur peut - et doit - avoir toute sa place. Si les lieux d'éducation permanente ne sont pas uniquement des espaces d'échange de parole, ils ne sont pas non plus des lieux clos dans lesquels les savoirs et compétences s'élaborent sans rapport au monde extérieur. Le philosophe Jacques Rancière a notamment beaucoup travaillé à faire reconnaître l'envie et la capacité de tout un chacun - et y compris des personnes issues de milieux les plus éloignés des savoirs socialement et culturellement reconnus - à accéder au savoir. Christian Maurel reformule sa pensée en réaffirmant lui aussi qu'*il ne faut pas se méprendre en remplaçant une vision misérabiliste (celui qui n'est pas un intellectuel, un chercheur patenté est forcément ignorant) par une vision populiste (chacun a la science infuse et tous les savoirs se vaudraient). Nous avons vu qu'il ne s'agit pas d'opposer l'ignorant au savant mais de construire et de conduire les procédures favorisant leur interaction et, comme le dit Jacques Rancière, de reconnaître l'égalité capacité à élaborer des savoirs.*⁽⁴⁵⁾

S'instruire, c'est donc aussi découvrir, rencontrer, visiter, sortir de son cadre, interroger. C'est remettre en question ses propres normes, quelles qu'elles soient, c'est se décentrer et regarder le monde sous un nouvel angle. Le plaisir de l'apprentissage et de la découverte, nous ne pouvons pas les refuser à d'autres sous prétexte qu'ils n'auraient un intérêt qu'aux choses qui les concernent d'abord. Notre travail n'est pas d'œuvrer dans des espaces de rencontre clos qui viseraient à recréer un lien social au travers de la discussion mais bien de se saisir d'enjeux complexes qui non seulement touchent les personnes elles-mêmes mais qui ont également des répercussions bien au-delà de leur seul cercle de vie.

C'est pourquoi les trajectoires menées, si elles partent de la personne elle-même, doivent peu à peu lier l'individu au collectif et permettre à chacun d'appréhender des questions sociétales larges au départ des réalités observées. Pour Majo Hansotte, il s'agit notamment de mettre à jour le caractère universel des expériences vécues et exprimées par les participants. Un problème très concret et en apparence individuel peut amener à aborder ensemble des enjeux liés à des questions de droit. C'est par exemple le cas dans la manière dont certains groupes, au sein des Equipes Populaires, ont travaillé la question du surendettement. La mise en commun de leurs témoignages de vie a amené les participants à se rendre compte que la spirale du surendettement se trouvait loin d'être un problème de mauvaise gestion individuelle de leur budget. Parmi les multiples causes d'une situation de surendettement, ils ont constaté un manque crucial de protection des consommateurs les plus faibles, qui sont poussés à cumuler des crédits sans pour autant avoir les moyens de les assumer. Au sein du groupe, l'apport de chacun a donc amené le questionnement sur des

mécanismes collectifs et autorisé à construire une analyse qui dépasse le cadre du groupe mais qui reste néanmoins basée sur des itinéraires de vie très réels. En revendiquant ensemble une meilleure protection du consommateur, ils sont arrivés à passer du « je » au « nous » et à relier le « nous » au « nous tous » : *ce dont je témoigne au travers de mon expérience, je me rends compte que tu en témoignes aussi. Face aux pièges du crédit facile, nous souhaitons une meilleure protection des consommateurs. Ce qui est juste pour nous l'est pour tous et nous demandons de l'inscrire dans la loi.*⁽⁴⁶⁾

Afin d'ouvrir l'horizon des connaissances, il est également important de ne pas limiter la construction de savoirs et la connaissance des enjeux sociétaux aux seules questions qui touchent directement les participants à nos groupes. Il existe en effet de nombreux enjeux importants qui, s'ils ne sont pas insufflés par un apport d'information extérieur au groupe, risquent d'être passés sous silence. Cela peut être le cas de nombreuses questions de politique communale, régionale ou fédérale voire même internationale. Prenons par exemple le cas des débats autour du TTIP⁽⁴⁷⁾ dont l'ensemble des mouvements sociaux se sont saisi avec force. Il est fort peu probable que le sujet soit abordé spontanément au départ des thématiques apportées dans les groupes si l'on se limite à entamer un processus au départ de ce que les participants mettent sur la table. Pourtant, s'il est un sujet qui va toucher le quotidien de tout un chacun, au travers notamment de la consommation, c'est bien celui-là et il est essentiel de réfléchir à la manière dont on peut relier des problématiques complexes comme celle-ci aux réalités vécues quotidiennement par les citoyens. En ce sens, le travail de la démocratie ne consiste pas seulement à faire entendre les expériences de vie de ceux que l'on n'écoute trop peu. Il relève également d'un processus de réappropriation par l'ensemble de la population des questions mises à l'agenda politique.

Au travers de ces réflexions, ce sont également les conceptions qui sous-tendent les pratiques de participation citoyenne qui peuvent être regardées sous un nouvel angle. De plus en plus de critiques se font entendre sur des processus qui, sous couvert de très belles intentions, finissent parfois par acheter la paix sociale en écoutant les citoyens sur des questions ciblées en ce qui concerne la gestion des espaces de vie des quartiers. Loïc Blondiaux, politologue français, analyse les systèmes de démocratie participative et met aussi en garde contre ses limites : *le piège de la proximité pousse notamment à s'ajuster à la demande et aux besoins. (...) La participation se réduit à de la gestion urbaine de proximité où les citoyens sont vus principalement comme des habitants qu'il faut satisfaire. En pratique, les logiques de proximité poussent à isoler le local du global (...) et empêchent d'atteindre les autres niveaux où les grandes décisions se prennent. (...) L'erreur de cet élan serait de confondre démocratie participative et démocratie de proximité, et de considérer que les citoyens ne seraient capables que de s'occuper de problèmes à une échelle réduite, celle où précisément ils vivent les situations au quotidien.*⁽⁴⁸⁾

Ces questions ont fait l'objet d'un colloque, organisé au printemps 2011 par plusieurs associations bruxelloises actives dans la lutte contre la pauvreté. Intitulé « Les pauvres font de la politique ! », celui-ci avait pour objectif d'analyser les impacts, impasses et perspectives de la participation citoyenne. Pour Hugues-Olivier Hubert, intervenant au cours de cette journée, il convient de s'accorder sur le fait que *participer ne revient pas à dire qu'il ne faut entendre les pauvres que sur la pauvreté. Le jour où l'on entendra les pauvres donner leur avis sur la politique fiscale, je pense que l'on aura gagné un petit combat.*⁽⁴⁹⁾

Entamer un travail au départ des réalités quotidiennes, partir de soi, commencer par l'émergence des représentations, oui. Mais les trajectoires ne peuvent s'arrêter au niveau individuel, sous peine de se conformer aux logiques de responsabilisation et d'éviter la recherche, complexe sans doute, de réponses solidaires et collectives aux problèmes de société. Ne pas accompagner les publics issus des milieux populaires dans une démarche active de compréhension d'enjeux globaux et complexes, c'est cantonner ceux-ci dans un rôle de témoins, qui n'auraient quelque chose d'intéressant à dire que sur leur propre vécu. A toutes les étapes des processus d'éducation permanente, l'enjeu est donc de faire constamment l'aller-retour entre les expériences vécues individuellement et les questions politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales qui touchent la collectivité.

1.4. Travailler la question du sens et de l'imagination

La construction collective de savoirs et l'acquisition de nouvelles connaissances sur le monde qui nous entoure peut s'enrichir également d'un travail culturel plus large qui aborde des questions de sens et autorise l'imaginaire à prendre le relais sur les contingences du réel. Certes nous décidons de partir de ce qui affecte les gens pour élaborer les trajectoires que nous menons avec eux, mais nous avons parfois tendance à concentrer nos énergies uniquement sur la compréhension de problèmes qui, bien qu'urgents, demeurent dans les sphères matérielles et techniques.

Bien souvent, les réponses apportées aux problèmes le sont de manière très pragmatique, en fonction des contraintes économiques principalement. Cela est essentiel, il n'est pas question de le nier. Résoudre des problèmes d'accès au logement, de mobilité, de non-emploi, de surendettement par des conseils, par une meilleure compréhension de la législation, par un travail de lobbying sur le politique est essentiel. Par contre, l'éducation permanente se doit également d'aborder les problèmes de manière plus globale, au risque de se substituer à un organisme d'aide sociale ou au travail syndical. Bien sûr il faut aider une personne qui vit dans un logement insalubre à se reloger dignement, bien sûr il faut faire pression sur la législation pour protéger mieux les locataires. Mais il faut également se donner les moyens de réfléchir à ce que veut dire habiter, vivre dans un lieu, un espace, un quartier. Bien sûr il est nécessaire de donner des moyens à un demandeur d'emploi de se former, d'être guidé dans ses recherches. Bien sûr il faut aider un travailleur en souffrance à retrouver de la sérénité, à évaluer les pistes concrètes qui lui permettent de sortir d'une situation de stress chronique, à refuser le harcèlement d'un supérieur. Mais on n'améliorera pas le monde du travail si on ne réfléchit pas à ce qu'est un emploi, à quoi et à qui il doit servir, à ce que recouvre la notion d'emploi convenable, au sens que cela peut avoir de se lever chaque matin pour consacrer une part importante de sa vie au travail...

S'agit-il de rêve et d'utopie ? Nous pensons au contraire que si les lieux d'enseignement et d'éducation ne sont plus ceux où l'on peut imaginer le monde tel que l'on voudrait qu'il soit, comment pourrait-on inventer un futur meilleur ? Oser rêver le monde, ce n'est pas seulement améliorer son quotidien et celui des personnes qui nous sont proches, c'est aussi avoir en tête une ligne d'horizon qui donne la force de croire au changement et par là même de refuser ce qui s'y oppose. Luc Carton défend avec force cette nécessité du travail de la culture dans le champ éducatif :

Le fil de l'horizon, on en a prodigieusement besoin. Et comme ce n'est pas dans le champ politique qu'on nous propose des finalités, sauf mensongères, court-circuitantes, je crois qu'on a la responsabilité sociale, socioculturelle, de proposer des horizons et des temporalités que le politique n'a pas. Le politique, et il a des raisons qui lui sont propres, travaille dans la scansion d'un temps très segmenté. Le social n'a heureusement pas cette contrainte-là mais je trouve qu'il l'exploite peu.(...)

On sous-estime la part culturelle du travail d'éducation permanente, c'est-à-dire la part qui éveille et réveille en nous nos capacités d'imaginer le monde, d'imaginer ce que nous vivons. Dans la résignation, il y a une perte d'imagination qui est féroce.⁽⁵⁰⁾

Ceci n'est pas sans lien avec un travail d'action et de revendication. Questionner le sens donné au travail nous a par exemple permis de construire un argumentaire plus fort en faveur de la réduction collective du temps de travail. Au-delà de la bataille des chiffres et au-delà des questions concrètes d'application, mener une réflexion sur le sens du travail est un enrichissement pour nos trajectoires.

Dans un contexte social, économique, politique et environnemental particulièrement plombant, il est vital de laisser une place aux pratiques artistiques qui permettent de travailler des questions de sens et de développer l'imaginaire. Notre société capitaliste et matérialiste manque cruellement d'utopies créatrices. En ce sens, les mesures économiques qui visent à l'appauvrissement des institutions culturelles, à la disparition progressive des congés-éducation, à l'affaiblissement de l'encadrement scolaire ont de quoi inquiéter. Comment les citoyens pourront-ils penser et créer le monde de demain si on ne leur en laisse ni le temps, ni les moyens indispensables ? C'est notamment ce que constate l'association Culture et Démocratie qui pose la question de savoir si *l'ouverture à la culture et à la pratique artistique ne serait-elle pas, pour les travailleurs sociaux, une voie contre le désenchantement, une arme pour réinventer des chemins d'émancipation ?*⁽⁵¹⁾

2.

Les chemins de l'émancipation

L'acquisition de nouvelles connaissances, la capacité à prendre un recul critique pour analyser les situations que nous vivons ou qui nous entourent peuvent parfois nous mener à opérer des changements dans nos vies. Lorsque ces changements s'accompagnent d'un sentiment de libération, lorsqu'il semble que de nouvelles portes s'ouvrent et que d'anciens schémas de pensée sont enterrés, alors c'est qu'un processus d'émancipation est en marche.

L'émancipation est souvent une étape-charnière au sein des trajectoires que nous menons en éducation permanente. Quand les personnes et les groupes s'autorisent à sortir des voies qui leur ont été imposées, c'est l'avenir qui peut être imaginé avec un regard neuf. Bien souvent, les moments d'émancipation s'accompagnent d'une envie d'aller plus loin et de passer à l'action pour faire bouger les choses.

2.1. Sortir de la place qui nous a été assignée

Pour Christian Maurel, *s'émanciper, c'est sortir, aussi modestement que cela soit, de la place qui nous a été assignée par les rapports sociaux, par le genre, par l'âge, par les accidents de la vie, par la maladie, par le handicap.*⁽⁵²⁾ Un individu s'émancipe donc d'abord en s'affranchissant de ce qui l'aliène personnellement, en se libérant de ce qui l'enchaîne à un statut qu'il ne supporte plus, à une condition qu'il veut remettre en question. Un travailleur harcelé qui dit non à son supérieur, une femme battue qui quitte le domicile conjugal, une communauté soumise qui se lève contre l'apartheid... Parfois individuelles, parfois collectives, les émancipations ouvrent en tous cas les portes vers de nouvelles expériences de vie dans lesquelles le droit reprend toute sa place.

Au cours d'une trajectoire menée en éducation permanente, les moments d'émancipation peuvent être nombreux : une personne qui prend pour la première fois la parole dans un groupe, un participant qui s'arme de son stylo pour écrire quelques mots sur ce qu'il vit, certains qui osent intervenir au cours d'un débat public, d'autres qui montent sur scène pour relayer leurs expériences... Du côté des animateurs, on se réjouit alors de voir les visages s'illuminer même si on se dit parfois que le pas effectué n'est pas très grand face à l'ampleur des « questions sociétales ». Christian Maurel nous rappelle pourtant que chaque étape est

importante et qu'on ne mobilise pas des collectivités quand les individus qui les composent n'ont pas retrouvé une confiance dans leur propre capacité à s'émanciper. Pour le sociologue, *l'émancipation est un peu comme le souffle de la mer. Les grandes émancipations sont celles de peuples en marche qui mettent à bas les dictatures et les tyrans. Elles forment le bruit assourdissant des vagues. Mais ce bruit, nous ne pouvons l'entendre que parce que des millions de gouttelettes s'entrechoquent, celles des petites émancipations du quotidien.*⁽⁵³⁾ C'est pourquoi il nous semble ici important de souligner toute la valeur des petites émancipations, celles auxquelles le secteur de l'éducation permanente contribue à donner naissance.

Dans le chapitre précédent, nous avons évoqué l'importance du travail qui consiste à valoriser les expériences et connaissances des personnes qui participent à nos projets. Ce processus pédagogique est en lui-même déjà émancipateur. Prenons l'exemple d'un participant qui n'a jamais osé prendre la parole dans un groupe. Il estime depuis toujours que son origine sociale, son rapport au savoir, ses facultés d'apprentissage, ses propres connaissances et ses opinions sur le monde n'ont pas beaucoup de valeur.

Généralement, il a intégré depuis longtemps que le savoir appartenait à certains, à d'autres que lui en l'occurrence. Il s'est assigné un rôle et il ne doute même plus de cet état de fait : il n'a rien d'intéressant à dire. Petit à petit, le fait de fréquenter un groupe dans lequel l'expression de chacun est entendue et valorisée l'entraîne à poser un regard plus critique sur sa propre position. Tout compte fait, il a peut-être lui aussi des choses à apporter. Cette première expérimentation d'un processus émancipateur peut avoir une influence importante sur la personne elle-même, dans son rapport au groupe mais aussi dans d'autres sphères de sa vie.

2.2. Questionner les normes collectivement

Ce qui apparaît de manière très claire lorsque des personnes vivent des moments d'émancipation, c'est que le rapport à la norme a été questionné. Les normes, qu'elles aient été établies par l'entourage proche ou par l'ensemble de la société, qu'elles soient formulées ou sous-entendues, ont souvent un caractère très enfermant. Les normes varient d'une

Le groupe, tremplin pour l'émancipation individuelle et collective

A Othée et Verlaine (région liégeoise), deux groupes se sont créés autour de la situation de surendettement de certains des participants. Depuis plusieurs années, ils se réunissent régulièrement et des petits changements dans les comportements de chacun laissent percevoir que la confiance en soi se retrouve peu à peu...

On voit une nette évolution dans la trajectoire des personnes, par exemple dans la manière de prendre la parole au sein du groupe. Pour certains, il faut beaucoup de temps mais on constate que cela va parfois leur permettre de dépasser toute une série de craintes dans leur vie individuelle. Ils vivent leur médiation d'une autre manière, parfois même ils commencent à s'impliquer dans d'autres lieux, sur la commune par exemple.

Au niveau collectif, on voit que la confiance s'installe et que des liens de solidarité se nouent. Cela leur a donné de la force par rapport à leur parcours et ils ont voulu mettre leur analyse du surendettement sur la place publique. Un débat a été organisé avec les acteurs concernés au sein de la commune. Ils ont rencontré des acteurs comme le bourgmestre ou le président de CPAS avec lesquels ils ne pensaient jamais pouvoir discuter un jour. Le groupe les a aidés à oser avoir des idées et à oser les dire.

Françoise,
secrétaire fédérale à Liège-Huy-Waremme

collectivité à l'autre, d'un milieu social à l'autre. La pression sociale de l'entourage amènera par exemple certaines femmes à consacrer leur temps libre à s'occuper de leurs enfants, parfois au détriment de leur carrière professionnelle. Dans d'autres milieux, c'est le contraire qui peut se passer, une mère décidant de réduire son temps de travail pour se consacrer à sa famille devra se battre pour le faire accepter par son entourage. L'émancipation a donc quelque chose de relatif. S'émanciper, c'est décider de choisir pour soi-même, souvent à l'encontre de toute attente. Il convient cependant de noter que l'émancipation n'est pas un état qui s'acquiert une fois pour toute. Une personne qui s'émancipe à un moment donné en trouvant une liberté par le biais d'un nouvel emploi peut se retrouver, quelques années plus tard, aliénée par ce même emploi. L'émancipation est donc un procédé, un processus qui se recommence continuellement.

Paradoxalement, on constate que, pour certains et particulièrement pour les personnes qui vivent des situations de précarité, l'émancipation passe d'abord par un retour à la vie « normale » et à des cadres reconnus socialement. Le fait de fréquenter un groupe, d'y trouver un espace de réflexion et d'échange permet à certains participants d'y puiser la force de rebondir : se remettre sur le chemin de l'emploi au travers d'une formation, renouer un lien familial, retrouver une dignité par le biais du logement ou de la santé. Ils le vivent eux-mêmes comme une libération et un accomplissement. Nous remarquons donc avec étonnement que, même si l'objectif premier de notre action ne vise pas à la réinsertion, c'est ce qui se produit néanmoins régulièrement dans les faits.

Pourtant, nous continuons à penser que le travail de l'éducation permanente ne doit pas se réduire à un processus d'intégration. Si nous pouvons être satisfaits lorsqu'un participant semble retrouver une plus grande liberté dans sa vie personnelle, nous souhaitons néanmoins lier fortement l'émancipation individuelle aux logiques d'action collective et faire en sorte que les parcours émancipateurs que certains ont traversés puissent servir à questionner ensemble les modèles de société que nous subissons. Lorsqu'un participant retrouve de la fierté parce que, au cours des mois, il a pu parler d'une situation de surendettement, qu'il a vaincu son sentiment de honte et de culpabilité, qu'il a compris que le surendettement n'était pas uniquement une question de mauvaise gestion budgétaire individuelle et qu'il s'en est sorti la tête haute, la satisfaction est de mise. Lorsqu'il s'autorise à dénoncer plus avant la situation qu'il a vécue en affirmant que celle-ci n'est acceptable ni pour lui, ni pour d'autres, alors la voie vers des émancipations plus collectives s'ouvre et donne du sens aux trajectoires que nous menons. C'est de cette manière que nous pouvons alors travailler ensemble des questions d'accès aux droits.

Comme le souligne le philosophe Guy Bajoit, nous vivons une époque où le sujet a pris une importance considérable. L'individu doit devenir sujet, c'est-à-dire qu'il a l'injonction de choisir pour lui-même ce qu'il veut être. Ce processus en laisse plus d'un sur le carreau. Il valorise l'individu qui « y arrive », celui-ci n'en tirant que du bénéfice en ayant le sentiment d'être quelqu'un, de s'accomplir, de réussir sa vie et son parcours. Mais il dévalorise et déstructure les autres, ceux entre autres qui n'ont pas été suffisamment armés (socialement, culturellement, économiquement) pour affronter ces logiques individuelles. L'éducation permanente se doit donc de composer avec cette réalité. *Ce vécu aux tonalités changeantes et contradictoires - la jouissance personnelle de sa propre réussite, mais aussi la violence sourde et aiguë souvent solitaire de son propre échec - est la réplique dans les individus eux-*

mêmes de la violence sociale.(...) La surdétermination et la sur-responsabilité des sujets peut devenir un vecteur de dépassement et de transformation des situations particulières comme du caractère conflictuel général, à condition que les situations soient culturellement travaillées, élucidées, que les gratifications d'un moment comme les souffrances soient traduites en mots, construites en savoirs individuels et en intelligence collective.

2.3. Refuser l'individualisation de la responsabilité

A nouveau, c'est donc en partant des expériences vécues et de ce qui affecte les individus au premier plan que l'on peut enclencher les processus d'émancipation. S'émanciper, c'est en quelque sorte décider à un moment de ne plus suivre les rails sur lesquels le cours des choses nous a placés. C'est dire non au silence imposé, à la précarité, au surmenage, au manque de considération et de reconnaissance... Pourtant, s'il semble que l'on s'émancipe en refusant des situations qui nous aliènent, il apparaît clairement que de nombreuses souffrances et dominations ne sont aujourd'hui pas reconnues comme telles par la société. Comment dès lors se rendre compte qu'un processus libérateur est en cours lorsqu'il faut prouver aux autres - et parfois d'abord se prouver à soi-même - qu'un phénomène d'aliénation est bel et bien présent ?

Stress au travail, manque d'emplois de qualité disponibles, arnaques à la consommation, augmentation des coûts de l'énergie, loyers impayables... Face à l'ensemble de ces problèmes, l'Etat social actif répond trop souvent par la carte de la responsabilité individuelle des citoyens : vous n'avez pas d'emploi, activez-vous ; vous êtes stressé au travail, soignez-vous ; vous êtes surendetté, apprenez à gérer votre budget ; vos enfants ne s'en sortent pas à l'école, éduquez-les mieux ; vous avez le sentiment qu'on ne vous écoute pas, participez aux consultations publiques dans votre quartier ; vous n'arrivez plus à dormir, prenez des médicaments... Dans les faits, il s'agit là d'un réel refus de prise en considération de la problématique de la souffrance, ce qui nous concerne au premier abord quand nous travaillons avec des personnes issues des milieux populaires, qui plus que d'autres sans doute, vivent et subissent un certain nombre de dominations d'ordre social, économique et culturel :

Une des caractéristiques actuelles de nos sociétés réside dans le paradoxe de la coexistence d'une situation d'interdépendance généralisée et d'un phénomène d'individualisation de la responsabilité. Alors que nous sommes de plus en plus affectés par les conséquences des actions des autres, la tendance à attribuer les causes des maux à l'individu lui-même se renforce. Ulrich Beck⁽⁵⁴⁾ a bien mis en lumière ce phénomène d'individualisation des risques : « ce qui auparavant était surmonté collectivement comme un destin de classe, doit de plus en plus être pris en charge individuellement comme une défaillance personnelle. Ce qui était un destin statistiquement commun à des millions de personnes s'est transformé en une faute, une responsabilité et une névrose individuelles. Tout cela signifie que les crises sociétales apparaissent comme des crises individuelles et sont de moins en moins considérées dans leur dimension sociale et prises en charge politiquement. »⁽⁵⁵⁾

Très souvent, les victimes d'injustices sociales ont intériorisé le discours de l'individualisation des risques et s'imputent à elles-mêmes la cause de leur souffrance, n'appréhendant celle-ci que dans le cadre personnel de leur parcours.⁽⁵⁶⁾ C'est particulièrement le cas pour les personnes

les plus fragilisées qui n'ont pas les moyens d'analyser et de faire reconnaître les dominations qu'ils subissent comme des problèmes collectifs. Si l'on prend l'exemple du chômage, les solutions mises en avant dans ce domaine concernent avant tout l'accompagnement et l'activation des demandeurs d'emploi. Comme si le chômage n'était en quelque sorte que le problème du chômeur lui-même. En procédant de la sorte, les acteurs politiques finissent par déplacer des problèmes qui relèvent du système dans son ensemble vers les individus eux-mêmes. La responsabilité des chefs d'entreprise, des actionnaires, des responsables des ressources humaines ainsi que la non-efficacité des incitants fiscaux sont à ce point passés sous silence que l'on finit par ne plus croire qu'ils ont dans les faits un pouvoir immense sur cette problématique.

Ces notions d'activation, de responsabilisation et d'autonomie ne touchent pas uniquement les travailleurs sans emploi, les personnes bénéficiant du revenu d'intégration sociale ou les immigrés en parcours « d'intégration ». Cette logique touche également l'ensemble des travailleurs qui, sous statut de salarié, se retrouvent néanmoins contraints et forcés de devenir les « collaborateurs » de leurs patrons... sans pour autant bénéficier du même salaire : *le maître-mot du management entrepreneurial n'est plus la direction autoritaire qui s'impose à tous, mais le projet dont chacun est responsable pour la fonction qui lui incombe. (...) C'est ainsi que le travailleur, totalement responsable de la réalisation des objectifs qui, pour autant, ne sont pas fixés par lui, se retrouve dans une situation d'auto-aliénation à la fois contrainte et consentie.*⁽⁵⁷⁾ Le questionnement des logiques d'autonomisation est donc un enjeu transversal qui touche une large majorité de la population. En ce sens, il devrait pouvoir réunir les différentes fractions des milieux populaires aux classes moyennes de manière plus large.

L'injonction à la responsabilisation et à l'autonomie tend également à affaiblir les groupes qui pouvaient se définir précédemment en tant que classes sociales, prêtes à défendre de manière commune une série de valeurs et de revendications. A nouveau, ce sont les publics les plus fragilisés qui sont les premiers à en subir les conséquences. Moins armés pour se construire des parcours individuels jalonnés de réussites, ils ne peuvent plus se tourner vers les institutions et les cadres qui leur donnaient la force de structurer leurs parcours.

Cela nous pousse à considérer que l'émancipation passe d'abord par la reconnaissance qu'une souffrance vécue individuellement par un grand nombre de citoyens est en réalité une question éminemment collective qui ne trouvera de réponse que par la voie de la transformation politique, sociale et juridique. Concrètement, cela signifie par exemple que lorsque plusieurs participants à nos groupes constatent qu'ils vivent le même problème d'accès à un logement décent, qu'ils acceptent de le regarder sous un angle nouveau et concluent que le problème ne se situe pas dans leur propre gestion budgétaire mais dans le manque de régulation du prix des loyers, c'est un premier pas vers une libération. Lorsque certains d'entre eux refusent de continuer à subir cette situation et ensemble se mettent à témoigner, à s'informer, à revendiquer, il s'agit dès lors d'une réelle étape d'émancipation.



3.

La reconstruction d'une puissance d'agir

Se rendre compte que le monde va mal est une chose, se mettre en mouvement pour apporter sa propre contribution à la transformation sociale en est une autre. L'éducation, l'instruction, l'information, la sensibilisation, la conscientisation ne sont pas suffisantes pour générer un passage à l'action. Pour se sentir en capacité d'agir, il faut pouvoir à un moment donné se dire : « à propos de cette injustice que je vois, que je subis, et au sujet de laquelle certains voudraient que je me taise, il me semble aujourd'hui possible que je prenne la parole, que je refuse ce que l'ordre établi m'impose ou impose à d'autres, que je me mette en action avec ceux qui se sentent également concernés ».

L'action collective reste une des finalités de notre travail. Le décret de 2003 régissant le secteur de l'éducation permanente nous rappelle d'ailleurs que *la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives* ainsi que *le développement de la citoyenneté active*⁽⁵⁸⁾ sont au cœur de nos missions. Si le passage à l'action ne va pas de soi et si les bonnes raisons pour ne pas agir sont nombreuses, on remarque néanmoins que les individus et les groupes sont capables, avec du temps et des méthodes adéquates, de se mettre en mouvement.

3.1. Oser le conflit

Prendre des décisions de manière collective n'est jamais une chose aisée. En démocratie, les conflits sont nombreux et des compromis doivent se construire. Prendre une place active au sein d'une société démocratique c'est donc accepter de participer à une certaine forme de conflictualité. Le philosophe Paul Ricoeur a notamment mis en évidence le fait que *la démocratie n'est pas un régime politique sans conflits, mais un régime dans lequel les conflits sont ouverts et négociables selon des règles d'arbitrage connues*.⁽⁵⁹⁾ Les contradictions s'y travaillent de manière pacifique au travers de l'expression, de l'analyse, de la mise en délibération et ce en vue de parvenir à un arbitrage satisfaisant pour toutes les parties.

La théorie du conflit *postule que la société ou l'organisation fonctionne de manière antagoniste du fait que chaque participant et ses groupes d'individus luttent pour maximiser leurs avantages. Ceci contribue aux changements sociaux comme les évolutions politiques ou les révolutions*.⁽⁶⁰⁾ Le conflit est donc une des bases de l'évolution des sociétés puisque c'est la

recherche commune d'un compromis qui va amener un groupe humain à repositionner ses règles, ses lois, ses rapports interpersonnels. Historiquement, les milieux populaires ont pu se constituer en tant qu'acteur de conflit parce qu'ils avaient la conscience d'appartenir à une classe sociale et d'être en opposition sur une série d'enjeux avec les classes dominantes. Cela a été le cas pour l'obtention du suffrage universel, la reconnaissance d'une série de droits accordés aux travailleurs, la construction du système de sécurité sociale, etc.

Il est pourtant de bon ton aujourd'hui de penser que les antagonismes de classe ont disparu et que les intérêts de la collectivité tout entière priment sur ceux de quelques groupes. On refuse de prendre réellement en considération l'important redéploiement des inégalités dont nos sociétés sont actuellement les témoins. Et si quelques grandes affaires d'évasion fiscale ont par exemple scandalisé l'opinion publique, la question d'une meilleure répartition des richesses n'en a pas pour autant avancé grandement. Il semble donc qu'il n'y ait pas de point de tension suffisamment fort que pour amener les différents groupes sociaux à s'opposer de manière marquée et ainsi faire évoluer la situation. L'indignation ne conduit pas nécessairement à la mobilisation et même si les individus vivent des inégalités fortes et en sont conscients, ils ne semblent pas prêts à faire aboutir les conflits qu'ils portent.

Luc Carton souligne le paradoxe qui existe entre, d'un côté, la nette augmentation des inégalités en tous genres et, de l'autre, le sentiment que les oppositions de classe et les conflits sont moins marqués que par le passé. Pour le philosophe, cela induit surtout qu'il y a une distinction importante à faire *entre des conflits avérés, ouverts et des conflits potentiels, cachés*.⁽⁶¹⁾ Ce qui signifie donc que certains sujets sont passés sous silence et ne semblent pas dignes de faire l'objet de discussions collectives pouvant, à un moment donné, aboutir à des remises en question ou des compromis. Pire encore, les thématiques que la collectivité refuse de prendre en considération sont renvoyées vers les individus eux-mêmes, avec des conséquences parfois désastreuses. Cela est particulièrement flagrant lorsqu'il est question d'aborder des enjeux liés au sens des actes que nous posons quotidiennement : travail, consommation, mobilité, enseignement, alimentation... Il semble qu'un seul impératif domine, celui de l'ordre économique et de la rentabilité. Ordre économique sur lequel le citoyen n'a quasiment aucun pouvoir puisque le *patronat reconnaît la légitime participation des organisations syndicales à la discussion sur le partage des fruits de l'économie mais pas sur la décision économique en elle-même*.⁽⁶²⁾ C'est ce qui fait dire à Luc Carton qu'aujourd'hui, *le conflit inavoué c'est le conflit autour du pouvoir sur l'économie et sur le sens de l'économie*.⁽⁶³⁾

Dans ce monde aux repères brouillés, il devient donc nécessaire de faire la lumière sur les conflits qui ne se disent pas et qui, au lieu de s'exprimer dans l'espace public, se vivent de plus en plus à l'intérieur des individus eux-mêmes, de manière souvent très douloureuse. Luc Carton parle d'émeutes intérieures pour évoquer cette incapacité à rendre compte publiquement des contradictions qui traversent la structure sociale dans son ensemble :

On voit bien ce que sont les ravages et violences de sociétés bloquées. Sur un plan psychosociologique et puis quasiment psychologique, on voit les ravages de contradictions qui faute d'être publicisées sont internalisées et donc sont individualisées, psychologisées et finissent par être des multiplicateurs de souffrance. C'est extrêmement clair, on le voit tous les jours sur le marché du travail et dans les dispositifs de l'état social

actif, punitif et intrusif. Faute de conflit, il y a des émeutes, et les émeutes sont d'abord intérieures. Les émeutes externes ne sont que des épiphénomènes d'émeutes internes et de destructions psychosociologiques qui sont infiniment plus graves. Les signes de la multiplication des émeutes intérieures sont innombrables, rien que l'évolution de l'usage des psychotropes est extraordinairement parlant comme indicateur.⁽⁶⁴⁾

Dans certains cas, et nous l'avons déjà évoqué précédemment, les individus ont à ce point intériorisé les logiques de responsabilisation individuelle qu'ils s'attribuent à eux-mêmes la cause de tous leurs problèmes. Dans d'autres cas, les émeutes intérieures finissent par s'extérioriser dans des attaques portées à l'encontre des autres ou envers les symboles de l'Etat, et donc de la démocratie qui dysfonctionne. Le sociologue François Dubet a analysé sous cet angle les émeutes qui ont touché certains quartiers qualifiés de sensibles dans les grandes banlieues françaises. Il constate à quel point les individus qui ne peuvent se positionner dans un conflit sociétal clair (rappelons-nous du triangle entre identité, opposition et totalité) sont démunis. Pour un jeune chômeur, issu de l'immigration, dans les banlieues populaires françaises, sans travail et sans perspective d'en trouver un, sans revenu légitime, peut-être sans fierté sociale, comment définir l'adversaire avec lequel négocier ? Ce n'est pas le patronat, mais l'Etat. Et ce qui est attaqué pour atteindre l'Etat, ce sont tous les services collectifs. Détérioration des abribus, des transports en commun, des plaines de jeux, des maisons de jeunes... Paradoxalement, c'est à nouveau une forme d'autopunition qui est la conséquence de l'absence de conflit puisque ce sont ces jeunes eux-mêmes ainsi que leur entourage qui seront les premiers à subir les effets négatifs de ces violences.

Il semble donc que l'émeute, qu'elle se tourne contre l'individu lui-même ou contre la collectivité, soit *le signe même d'une absence de conflit. Non pas d'une absence de cause de conflit mais d'une difficulté structurelle à inventer les formes et rassembler les forces pour faire conflit.*⁽⁶⁵⁾ Comment dès lors pouvons-nous, par notre action, contribuer à la formulation de ces contradictions au sein de notre société démocratique ? Puisque nous travaillons avec des individus dans un cadre collectif, puisque nous constatons au quotidien les ravages de ces émeutes intérieures, la question qui se pose à nous est de savoir quels sont les points de tensions que nous souhaitons travailler afin de transformer en conflit ouvert et public des émeutes qui se vivent trop souvent de manière individuelle.

3.2. Faire reconnaître les souffrances sociales

De leur côté, Alain Loute et Laurence Blésin ont particulièrement travaillé la question des nouvelles formes de souffrances sociales en montrant comment celles-ci pouvaient, à certaines conditions, devenir source de changement, voire même moteur d'engagement et de mobilisation. Pour les deux auteurs, les nombreuses mutations que nos sociétés ont vécues au cours des dernières décennies ont ouvert de nouvelles fractures sociales et fait naître de nouvelles vulnérabilités face auxquelles la collectivité peine à apporter des solutions : *paupérisation de couches de plus en plus larges de la population, individualisation des risques, montée de l'extrême droite, stigmatisations identitaires (l'étranger) ou sociales (le chômeur), nouvelles pathologies liées au stress du travail, difficultés des aînés, nécessité de combiner deux emplois, problèmes de logement, de scolarité, d'accès aux soins en sont quelques tristes exemples.*⁽⁶⁶⁾

Le manque de reconnaissance par la collectivité des souffrances que de nombreux individus subissent est une question centrale pour nous. animateurs, formateurs, travailleurs sociaux... nous nous trouvons tous quotidiennement confrontés à des appels à l'aide de la part des personnes que nous rencontrons : surendettement, logements insalubres ou inaccessibles financièrement, emplois indisponibles, formations inadaptées, pression au travail, surmenage, manque de moyens pour se soigner... Au départ des travaux du philosophe Emmanuel Renault, Loute et Blésin soulignent pourtant à quel point la souffrance des individus n'est pas aujourd'hui *considérée comme un objet digne d'être pris en compte politiquement*. Si pour la droite classique elle est bien souvent *appréhendée comme renvoyant à la seule responsabilité des individus*, elle constitue pour une partie de la gauche *un objet qui nous détourne des véritables injustices*. Et de conclure que *ces différentes formes de mépris pour la thématique de la souffrance sociale ont, entre autres, pour effet de la rendre invisible dans l'espace public politique.*⁽⁶⁷⁾

Nous manquons de mots, de cadre théorique, d'outils culturels pour comprendre et analyser ces souffrances en tant que faits de société, pour les aborder en tant que problèmes collectifs. Pour Emmanuel Renault, les souffrances auxquelles on ne reconnaît pas un statut de problème social et politique ne peuvent donner lieu à des actions collectives. C'est notamment au travers des mouvements sociaux que ce processus de reconnaissance sociale et politique doit pouvoir s'opérer, parce que ceux-ci ont la capacité d'imposer à l'espace public politique des questions qu'il aurait de lui-même gardées sous silence.⁽⁶⁸⁾ Cela revient à dire que, pour nous, l'éducation permanente se construit aussi en libérant un espace de parole, d'expression et d'action autour de questions que le politique néglige.

Des exemples de groupes et de collectifs qui travaillent à mettre sur l'espace public des thématiques largement ignorées par l'ensemble de la classe politique, il y en a ! Bien souvent, ceux-ci placent d'abord leur action à un niveau très local. C'est par exemple le cas de certains comités de riverains qui se sont créés dans des quartiers d'habitations sociales. Les locataires de ces quartiers relèvent régulièrement la manque de prise en considération des problèmes quotidiens qu'ils rencontrent : coût, absence d'isolation

Quand le théâtre questionne le travail

A cheval sur les provinces de Namur et du Luxembourg, une troupe de théâtre-action des Equipes Populaires termine de mettre en scène une pièce sur le thème du travail. Une occasion d'évoquer des questions parfois peu abordées comme la souffrance au travail ou le sens du travail.

Dans le groupe, certaines personnes venaient avec des expériences de souffrance au travail, d'autres exprimaient la nécessité financière de travailler pour subvenir à des besoins, d'autres enfin voulaient remettre en question le rapport au travail : est-ce que cela vaut la peine de courir sans arrêt, de travailler à fond pour ensuite dépenser beaucoup en consommant ?

Le metteur en scène a voulu montrer ces différentes tendances. Du coup, il a essayé que chacun des personnages apporte un point de vue différent sur la question. Cela a permis de mettre les personnages en conflit parce qu'ils ont une vision du travail très différente. C'est intéressant que les comédiens répercutent sur scène les conflits de la vraie vie !

On parle de plus en plus des questions liées à la souffrance au travail (et au non-travail). On sentait déjà la pression avec le précédent gouvernement mais avec celui-ci elle est devenue énorme. Les gens ont parfois besoin de trouver un endroit où parler de cette souffrance et je ne crois pas qu'ils aient souvent l'occasion de s'exprimer avec d'autres sur ce genre de thème. Plutôt que de garder pour soi des choses qui révoltent, le théâtre est un bon moyen de les exprimer !

Laurent, animateur à Namur

énergétique des bâtiments, promiscuité, manque de contacts avec la société gestionnaire des bâtiments, travaux indéfiniment reportés, absence d'aménagement des espaces communs... La création de comités de quartiers permet d'abord de recréer un lien social entre les habitants. Celui-ci est utile parce qu'il contribue à briser l'isolement et autorise chacun à exprimer les difficultés qu'il rencontre. Mais ces comités de quartiers vont généralement plus loin et relaient les craintes et espoirs des habitants auprès des sociétés de gestion et des autorités communales : ici ils ont réussi à obtenir des travaux de restauration et d'isolation des logements, là ils ont réuni les habitants autour d'une fête collective, là encore ils ont contribué à l'aménagement d'un espace commun...

Ces petites réussites ne sont pas anodines. Elles redonnent aux personnes une confiance dans leur capacité à faire bouger les choses lorsqu'elles agissent ensemble. C'est ce que Christian Maurel appelle « la puissance d'agir », expression dans laquelle certains retrouveront les caractéristiques de la capacitation ou de l'empowerment. Retrouver une puissance d'agir c'est se mettre en capacité de faire bouger les choses, *elle peut se lire sur les visages et s'observer dans les comportements. Elle fait que quelqu'un passe de passions tristes telles que la résignation, l'amertume, la haine de soi et des autres, la violence rentrée... à ce que l'on peut appeler les passions gaies, c'est-à-dire le sentiment d'avoir fait quelque chose collectivement, la jouissance, la joie. Quand quelque chose s'est bien passé, une action, une représentation, une interpellation, les gens en sortent regonflés et ragillardis, cela se lit sur leurs visages.*⁽⁶⁹⁾

Certaines personnes et certains groupes avec lesquels nous travaillons vivent parfois leur première expérience d'action collective au départ de questions locales très ciblées. Certains s'arrêteront là mais cette étape donne souvent à d'autres l'envie d'explorer un peu plus les différents modes revendicatifs à leur disposition. On les voit donc peu à peu rejoindre d'autres collectifs, s'impliquer dans d'autres types d'action, se mobiliser pour des manifestations. Cela leur permet aussi de mieux appréhender la logique revendicative en elle-même et contribue donc à casser certains préjugés à l'encontre des actions menées par d'autres dans des domaines différents du leur : « si de mon côté j'estime que me battre pour un logement décent est juste, je peux concevoir que d'autres qui luttent par exemple contre la dégressivité des allocations de chômage ont analysé la question au départ de leur vécu et estiment donc juste et essentiel de mener ce combat. »

3.3. Contribuer à créer de nouveaux droits

Les parcours que nous menons en éducation permanente sont jalonnés de petites victoires. Voir les personnes s'exprimer, s'émanciper dans certains aspects de leur vie, se mettre en action avec d'autres sont déjà des réussites importantes. Il arrive qu'un succès supplémentaire vienne couronner les trajectoires : la création de changements législatifs porteurs d'amélioration sociale.

Cet objectif, bien qu'ambitieux, contribue à donner du sens au travail que les groupes mènent. Ceci nous semble d'autant plus pertinent qu'il semble que nos lois et leur application par le biais de la justice protègent particulièrement les plus nantis. C'est en tous cas ce que souligne le juriste Christian Panier qui, après une longue carrière en magistrature, constate que la justice d'aujourd'hui reste profondément une justice de classe : *la justice dont nous héritons du 19^e*

siècle est à l'image de la société de l'époque qui est profondément inégalitaire. C'est une justice faite par les riches et pour les riches. (...)⁽⁷⁰⁾ Dans ce contexte, il peut être important de travailler avec les personnes à déterminer les droits fondamentaux et la manière dont ceux-ci doivent s'inscrire dans la loi. Mettre en évidence les failles législatives qui entraînent un non-effectivité des droits est un objectif stimulant pour certains groupes parce qu'infléchir le droit est aussi un travail politique. Pour Christian Panier, *le droit, c'est le langage du politique, c'est le langage du pouvoir. Tout jugement, même le plus anodin est un acte politique.*⁽⁷¹⁾

Christine Mahy du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP) attire également l'attention sur le fait que les lois entérinent en quelque sorte des normes de vie qui sont généralement définies par les milieux les plus aisés. C'est pourquoi une des manières de réaliser le travail d'éducation permanente est de voir comment *pénétrer les endroits où l'on réfléchit pour le peuple mais à côté de lui et sans lui.*⁽⁷²⁾ Il est notamment effrayant de constater que *quand le peuple d'en bas est innovant pour arriver à tenir dans sa vie, ou à survivre parfois tout simplement, il n'est pas écouté par l'autorité. Pire, son invention est immédiatement lue comme un délit par rapport à l'organisation de la société. Eux, ils seraient des truands parce qu'ils ne respectent pas le système, parce que comme nous sommes dans une société démocratique dans laquelle il y a des lois et des règles, et bien il faudrait qu'ils ne les transgressent pas même s'il est question de survie. Comme si une société démocratique n'était pas une société qui peut aussi autoriser le citoyen à interroger ces règles par la proposition et l'invention.*⁽⁷³⁾ Christine Mahy cite en exemple le combat mené par le RWLP pour la suppression du taux de cohabitant et l'individualisation des droits. A ce sujet, elle nous fait très justement remarquer que *personne n'imagine que l'Etat irait prendre une part du salaire de deux travailleurs qui louent un logement ensemble pour faire des économies. Pourtant le système a conçu que pour deux chômeurs qui vivent ensemble et font des économies d'échelle, il serait juste de considérer qu'ils sont tout de même un peu des profiteurs.*⁽⁷⁴⁾

Il est pourtant clair que toutes les trajectoires ne réussissent pas à infléchir les lois. Mais la création de droits reste une ligne d'horizon pour de nombreux groupes qui travaillent en éducation permanente. Aux Equipes populaires, le long combat pour une meilleure protection du consommateur en matière de crédit à la consommation a abouti à une modification significative de la loi en 2009 avec l'obtention de l'instauration d'un « délai de zéro tage » dans l'octroi des lignes de crédit (voir encadré). Pour toutes les personnes qui ont témoigné de leur situation de surendettement au sein des groupes et construit une expertise commune sur le sujet, il s'agit là d'une réussite importante.

La volonté de travailler à la conquête de nouveaux droits doit nous amener à réfléchir aussi aux alliances à développer en vue de la réalisation de cet objectif. Pour Christine Mahy, ce combat ne peut se mener de manière solitaire mais doit s'inscrire dans des alliances avec le politique et l'administratif. Luc Carton abonde dans ce sens et attire l'attention sur le fait qu'*on ne va pas culturellement traiter des problèmes socio-économiques sans acteurs socio-économiques. Les acteurs de l'éducation permanente étant dans le champ culturel avec des moyens culturels, la question de leur alliance avec des acteurs socio-économiques (syndicats, mutuelles et coopératives...) est une question essentielle.*⁽⁷⁵⁾ Travailler avec ces acteurs c'est aussi contribuer à rendre publiques les souffrances vécues et à construire du conflit autour de questions négligées. Pour cela, il convient de mettre à plat les différentes représentations que se font les différents acteurs concernés par un enjeu particulier. Prenons l'exemple d'une

association de patients qui lutte pour une meilleure information du patient en matière de soins de santé. Celle-ci ne pourra comprendre la complexité de l'enjeu abordé que si elle concerte les professions médico-sanitaires, les professions soumises à l'industrie pharmaceutique, les administrations (l'INAMI par exemple). Pour Luc Carton, *il n'y a pas beaucoup de sens à approcher les problèmes systémiques de manière solitaire. Si on postule que les problèmes se situent à la lisière du marché, de l'action civile et de l'action publique, si on postule que les problèmes se situent à la lisière des espaces locaux, nationaux et internationaux, si on postule que les problèmes se situent à la lisière du champ économique, social et culturel et si on pratique les trois lisières à la fois, alors il vaut mieux être plusieurs !*⁽⁷⁶⁾

Transformer les tensions vécues par les individus en conflits ouverts et porter ceux-ci jusqu'à obtenir des changements législatifs n'a rien de facile. Mais chaque étape de cette trajectoire est importante et chaque réussite, aussi minime qu'elle soit, doit pouvoir être rendue publique. Parce que ce sont aussi les nombreux retours de ces petites victoires qui continuent à donner aux acteurs du secteur de l'éducation permanente la force de croire que le changement social reste possible.

La Journée sans crédit. Une campagne de sensibilisation pour changer la législation !

En 2004, plusieurs groupes des Equipes Populaires ont commencé à travailler sur la thématique de la (sur)consommation et plus particulièrement sur les dangers du crédit facile. Une trajectoire qui a donné des résultats plus qu'encourageants...

Quand nous avons décidé d'aborder les questions de consommation avec les groupes, nous avons très vite constaté que certains de nos membres vivaient une situation de surendettement. Plusieurs personnes ont voulu mettre en évidence le rôle des crédits faciles dans cette spirale infernale. Nous avons mis en commun tous ces témoignages et le mouvement a décidé d'en faire une campagne de sensibilisation.

La première « Journée sans crédit » a eu lieu fin novembre 2014. Elle a eu pour objectif de mettre les consommateurs en garde et de les informer. Des actions ont été menées aux alentours des grands magasins avec succès. Non seulement nous avons touché le grand public mais certains médias ont répondu présents dès cette première édition. Ce qui est intéressant c'est que plusieurs personnes surendettées ont elles-mêmes souhaité tenir le stand et distribuer des tracts. En faisant cela, elles sont sorties d'une certaine forme de résignation !

Mais nous voulions aller plus loin. Nous nous sommes rendu compte que d'autres associations travaillaient également cet enjeu de la protection des consommateurs les plus fragiles. Nous avons noué des contacts et créé en 2006 la plateforme Journée sans crédit. Notre objectif n'était plus seulement de sensibiliser le grand public mais aussi d'interpeller les pouvoirs publics pour faire évoluer les législations. Pour donner du poids à nos arguments, nous avons collaboré avec des juristes.

Petit à petit nous avons donc pris des contacts avec des partis politiques et des parlementaires. En 2007, la plateforme a établi 32 recommandations en vue d'améliorer la loi sur le Crédit à la consommation. D'importantes avancées ont été obtenues ! La publicité pour le crédit a été réglementée de manière plus stricte, la procédure de règlement collectif de dettes a été humanisée (budget décent octroyé pour vivre pendant la procédure, droit de regard sur la gestion des comptes, formation adaptée pour les médiateurs...), un « délai de zérotage » a été instauré (obligation de revenir à « 0 » avant de pouvoir réemprunter).

Et le combat n'est pas fini ! Nous organisons cette année la 11^e Journée sans crédit et nous avons encore des recommandations dans nos cartons ! Comme quoi les gens méritent qu'on écoute ce qu'ils vivent. Ils ont aussi leur pierre à apporter dans la construction de lois justes pour tous.

Monique Van Dieren,
responsable des campagnes de sensibilisation





Conclusion

Mener des trajectoires d'éducation permanente n'a rien de facile. D'autant plus lorsqu'on souhaite conserver la transformation sociale comme ligne d'horizon. Au cours de son intervention au colloque « Milieux populaires : réalités diverses, domination commune », Christian Maurel a voulu nous réaffirmer que le peuple possède la capacité de prendre son devenir en main pour contribuer à écrire l'histoire. Il évoque les étapes indispensables de la conscientisation, de l'émancipation, et de la puissance d'agir pour y parvenir.

S'il faut « instruire pour révolter », il convient néanmoins de ne pas calquer nos pratiques sur des méthodes d'enseignement traditionnelles dans lesquelles le « savoir savant » se transmet de manière descendante. Partir du vécu des participants pour construire une analyse critique des mécanismes dans lesquels nos existences sont prises est essentiel mais il s'agit ensuite de travailler les expressions, de confronter les récits et d'élargir l'horizon des connaissances. Pour donner de l'ampleur à l'expertise ainsi construite, il nous semble également important de replacer les expériences relatées dans des problématiques sociétales et politiques plus larges.

La reconnaissance de la parole de chacun au sein d'un groupe pose généralement les bases d'un processus émancipateur et percute souvent les trajectoires de vie individuelles. Lorsque nous décodons mieux notre environnement, il devient possible de sortir, parfois même de manière très modeste, de la place qui nous a été assignée par les rapports sociaux. Les itinéraires de vie s'en trouvent légèrement modifiés, les personnes semblent reprendre un certain pouvoir sur leur propre avenir. Collectivement, cela conduit aussi à questionner ensemble les normes qui nous dirigent et à franchir le pas vers la contestation de celles-ci.

Les nouvelles connaissances et compétences ainsi acquises donnent à certains la force de se mettre en action. Il ne s'agit plus ici de s'informer, de comprendre, de réfléchir mais bien de développer une « puissance d'agir » propice au changement. Au travers d'interpellations, de manifestations ou d'actions directes les groupes transforment les tensions qui traversent la société en conflits dignes d'être portés sur l'espace public. Ils vont même parfois plus loin en infléchissant les réglementations et les législations.

Certes les trajectoires à mener sont longues et nous savons combien le temps joue un rôle important pour aboutir à des résultats significatifs. Mais les victoires obtenues, qu'elles touchent les individus, les groupes ou l'ensemble de la collectivité valent la peine que l'on y investisse le temps et l'énergie nécessaires.





Conclusion générale

Au milieu du québécois, réinventer l'action collective

Au moment d'écrire les dernières lignes de ce travail, une manifestation de près de 120 000 personnes a rempli les rues de Bruxelles. Des citoyens de tous horizons, de toutes catégories professionnelles, de tous milieux sociaux, venus crier leur opposition à une série de mesures budgétaires envisagées par le nouveau gouvernement de droite. Une belle réussite pour une mobilisation de masse, une raison de plus de penser que l'action collective ne vit pas ses derniers jours, loin de là.

Mais le mouvement de contestation n'en est qu'à ses débuts et nous n'avons donc pas encore assez de recul pour en analyser la portée. Il est néanmoins impressionnant de constater que c'est aujourd'hui l'ensemble de la société civile qui se met en mouvement face à des mesures qu'elle juge injuste. L'ensemble de la société civile, cela signifie à la fois ce que nous avons appelé des structures instituées (syndicats, mutuelles, associations reconnues...) mais aussi des structures plus informelles, des collectifs, des groupements. Il y a donc bien lieu de parler d'une complémentarité des modes d'action et des différentes formes d'engagement.

Par contre, et c'est l'enjeu principal que nous avons soulevé dans la première partie de ce travail, une société dans laquelle les débats sont nombreux n'a pas de sens si certains en sont exclus. Et il nous semble en effet que des franges importantes des milieux populaires n'ont pas la possibilité de se saisir des « mutations » en cours, de faire valoir leur réflexion et de trouver des lieux de militance qui leur parlent et dans lesquels s'investir. Cela peut, dans certains cas, donner lieu à un sentiment antipolitique prononcé. C'est pourquoi comprendre mieux comment se structurent les revendications aujourd'hui est un travail préalable nécessaire si l'on souhaite permettre à chacun de se construire une place d'acteur qui lui soit propre.

Les associations du secteur de l'éducation permanente expérimentent au quotidien des pistes pédagogiques et méthodologiques qui semblent porteuses à différents égards. Il nous paraissait important de prendre ici un moment de recul pour les analyser. Au terme de ce parcours nous souhaitons conserver nos ambitions et continuer à placer notre action dans le cadre d'une contestation collective des rapports de domination et une lutte pour l'émancipation. Nous retenons ici deux balises importantes à mettre en place pour réaliser ce travail.

Premièrement, l'action que nous construisons avec nos groupes doit contribuer à faire entendre la voix de ceux que l'on écoute trop peu. Cela signifie que nous travaillons à la construction collective de savoirs et à la reconnaissance de la capacité de chacun d'entre nous,

quel que soit son statut ou sa formation, à participer à des réflexions de société. En ce sens, nous partons des expériences de vie concrètes pour libérer un espace de parole autour de questions que le monde politique néglige. Mais nous travaillons également à ce que chacun puisse se saisir des enjeux de société, aussi complexes soient-ils.

Deuxièmement, le travail d'éducation permanente ne relève pas de l'insertion ou de la réinsertion socioprofessionnelle. Nous refusons donc d'entrer dans les logiques d'individualisation des responsabilités. Au contraire, nous nous fixons comme objectif de renvoyer vers la collectivité l'obligation de trouver des réponses à des problèmes trop souvent résolus dans les sphères individuelles. En ce sens, il s'agit de transformer les tensions que nous vivons chacun individuellement en conflits ouverts à porter sur l'espace public.

Favoriser l'expression de tous, interroger les normes, infléchir les lois, refuser que l'on pense pour les gens et non pas avec eux, s'allier à d'autres acteurs concernés, rendre les victoires publiques sont autant d'étapes pour faire aboutir nos trajectoires. Mais il est indispensable que ce travail soit reconnu et dispose de moyens suffisants pour fonctionner. Pourtant, les informations budgétaires qui circulent ne sont guère rassurantes. De nombreuses incertitudes planent sur les capacités de financement du non-marchand par les pouvoirs publics. Nul doute que les cinq années de législature à venir seront capitales pour le secteur, d'autant que la mise en œuvre par les régions et communautés de la sixième réforme de l'Etat est en cours.

Il faut donc encore le rappeler : le secteur de l'éducation permanente remplit aujourd'hui des missions vitales pour la bonne santé démocratique de notre société. Tous les jours, les organisations d'éducation permanente dynamisent la citoyenneté, font entendre la voix des populations. Elles sont leur caisse de résonance, elles créent des espaces pour participer et du mieux vivre-ensemble, elles obtiennent de nouveaux droits ! Le fonds des créances alimentaires existerait-il sans l'action des organisations féminines ? Le congé-éducation payé sans celle des organisations ouvrières ? La nouvelle loi sur le crédit ne contiendrait pas les mêmes attentions de protection des consommateurs si la Journée sans crédit n'avait pas existé. La dépénalisation de l'avortement, les avancées en matière de maltraitance des personnes âgées, du droit au logement, des droits des personnes handicapées...

Nous retenons donc que, contrairement à ce que l'on pense parfois, l'action collective ne s'essouffle pas et n'est pas prête de disparaître. Même si nous sommes *au milieu du gué pour comprendre le monde dans lequel nous évoluons*, pour reprendre une expression de Christian Maurel, nous constatons que les individus et les collectivités expérimentent de nouvelles voies pour le changement social. Les milieux populaires, avec lesquels nous travaillons, sont en demande de contribuer à cette réinvention de l'action collective. Cela ne peut que nous enthousiasmer et nous donner l'envie de poursuivre notre action. Mais sans le secteur associatif et tout particulièrement celui de l'éducation permanente, c'est un gigantesque terreau démocratique dont serait privée notre société. Car s'il est fondamental, aujourd'hui plus que jamais, d'oser expérimenter des alternatives au système monolithique du capitalisme, il est aussi essentiel de questionner le sens, les enjeux et les perspectives de ces expériences et de chercher à coaliser sans relâche ceux et celles qui y prennent part. Bref, de réinventer l'espace politique public...



Notes de bas de page

1. BADIOU A., « Vingt-quatre notes sur les usages du mot *peuple* » dans COLLECTIF, *Qu'est-ce qu'un peuple*, La Fabrique, Paris, 2013, p.9-21.
2. Note de lecture de DETCHESSAHAR E. pour l'ouvrage de ROSANVALLON P., *Le peuple introuvable*, dans Politix, Vol.11, n° 44, quatrième trimestre 1998, p.193.
3. MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, L'Harmattan, Paris, 2010, p.64.
4. MAUREL C., « A quelles conditions le peuple peut-il s'emparer de son devenir et faire l'histoire ? », communication présentée lors du colloque des Equipes Populaires, *Milieus populaires : réalités diverses, domination commune*, mardi 22 octobre 2013, Namur.
5. MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir*, op. cit., p.65.
6. MAUREL C., « A quelles conditions le peuple peut-il s'emparer de son devenir et faire l'histoire ? », op.cit.
7. Voir à ce sujet VANDERBORGHT M., *Vous avez dit milieux populaires ?*, Coll. Points de Repères, Equipes Populaires, Namur, 2012.
8. MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir*, op. cit., p.66.
9. Idem, p.66.
10. Idem, p.66.
11. Idem p.67
12. MAUREL C., « A quelles conditions le peuple peut-il s'emparer de son devenir et faire l'histoire ? », op.cit.
13. Idem.
14. HARDT M. et NEGRI T., *Multitude*, Editions 10/18, Paris, 2006, p.228.
15. BLESIN L. et LOUTE A., *Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d'engagement : critique sociale et intelligence collective*, Europhilosophie/BPSP, janvier 2010, p.9.
16. HARDT M. et NEGRI T., *Multitude*, op. cit., p.8.
17. « Libérer la puissance d'agir des gens. Entretien avec Miguel Benasayag », propos recueillis par Agnès Rousseaux, Nacera Aknak Khan, <http://www.bastamag.net>, 8 novembre 2010.
18. HARDT M. et NEGRI T., *Multitude*, op. cit., p.131.
19. MAUREL C., « A quelles conditions le peuple peut-il s'emparer de son devenir et faire l'histoire ? », op.cit.
20. Idem.
21. Idem.
22. <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/poverty.shtml>, consulté le 3-11-2014.
23. D'après Eurostat, les personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale sont affectées par au moins une de ces trois conditions : elles sont en risque de pauvreté après transferts sociaux (pauvreté monétaire), en situation de privation matérielle sévère ou vivant dans des ménages à très faible intensité de travail. Voir l'article « Un Belge sur cinq menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale », dans *Le Vif L'express*, le 4-11-2014, consulté sur www.levif.be, le 5 novembre 2013.
24. BERNS D., « 20% des Belges se partagent plus de 60% du patrimoine », dans *Le Soir*, mercredi 5 juin 2013, p.21.
25. SERRES M., *Petite poucette*, Editions Le Pommier, Paris, 2012.
26. MAUREL C., « A quelles conditions le peuple peut-il s'emparer de son devenir et faire l'histoire ? », op.cit.
27. Idem.
28. « La démocratie représentative est-elle réellement démocratique ? Entretien avec Nadia Urbinati et Bernard Manin », propos recueillis par Hélène Landemore, consultable en ligne sur <http://www.laviedesidees.fr/La-democratie-representative-est.html>.
29. DOCK T., « Comment repenser les clivages de la société aujourd'hui ? », communication présentée lors du colloque des Equipes Populaires, *Milieus populaires : réalités diverses, domination commune*, mardi 22 octobre 2013, Namur.
30. « On a inversé la fonction de la Constitution. Entretien avec Dominique Rousseau », propos recueillis par Joseph Confavreux, [Mediapart.fr](http://mediapart.fr), 7-09-2014.
31. Entretien réalisé avec Luc Carton.

32. DE COOREBYTER V., « La crise du système démocratique », les @analyses du CRISP en ligne, 1-09-2014, www.crips.be, p.5.
33. « On a inversé la fonction de la Constitution. Entretien avec Dominique Rousseau », op.cit.
34. Note de lecture de POURTOIS H. pour l'ouvrage de ROSANVALLON P., *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance* dans La Revue Nouvelle, mars 2008, p.92.
35. Idem.
36. MAUREL C., « Un immense besoin d'éducation populaire » communication présentée lors du colloque *Les champs de l'éducation : Graines de changement social ?*, 1-02-2012, Bruxelles.
37. Joseph Léon Cardijn a fondé en 1925 la Jeunesse ouvrière chrétienne, en abrégé la JOC. Il est l'un des principaux acteurs de l'engagement social au début du XX^e siècle.
38. Entretien réalisé avec Luc Carton le 16 avril 2014.
39. Frank Lepage est l'un des fondateurs de la coopérative d'éducation populaire Le Pavé. Militant de l'éducation populaire, il a été jusqu'en 2000 directeur des programmes à la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture. La coopérative Scop le Pavé est actuellement en voie de dissolution.
40. MAUREL C., « A quelles conditions le peuple peut-il s'emparer de son devenir et faire l'histoire ? », op. cit.
41. Majo Hansotte est docteur en philosophie et lettres et auteur de l'ouvrage *Les intelligences citoyennes. Comment se prend et s'invente la parole collective*.
42. MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, op.cit., p.176.
43. Idem.
- 44 <http://www.florainfo.be>.
45. MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, op.cit., p.178.
46. Raisonement qui applique une logique proposée par HANSOTTE M., *Les intelligences citoyennes. Comment se prend et s'invente la parole collective*, De Boeck, Bruxelles, 2005, p.77-79.
47. TTIP : Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement.
48. Note de lecture de DE LEENER P. pour l'ouvrage de BLONDIAUX L., *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, consultable en ligne sur http://www.etopia.be/IMG/pdf/note_de_lecture_de_leener.pdf.
49. WARSZTACKI S., « L'important c'est de participer ? » dans *Alter Echos* n° 313, 1^{er} avril 2011, p.9.
50. Entretien réalisé avec Luc Carton le 16 avril 2014.
51. HEINRICH B., Editorial de la revue *Travailler le social*, n° 45-46, 2013, p.4.
52. MAUREL C., « A quelles conditions le peuple peut-il s'emparer de son devenir et faire l'histoire ? », op.cit.
53. Idem.
54. Sociologue allemand.
55. BLESIN L. et LOUTE A., *Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d'engagement : critique sociale et intelligence collective*, op.cit., p.26, note de bas de page.
56. Idem, p.25.
57. MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, op.cit., p.103.
58. Décret relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, publié au Moniteur Belge le 26-8-2003, p.1.
59. RICOEUR P., *Soi-même comme un autre*, Seuil, Paris, 1990, p.300.
60. Article « Théorie du conflit », Wikipedia, consulté le 10 novembre 2014.
61. Entretien réalisé avec Luc Carton le 16 avril 2014.
62. Idem.
63. Idem.
64. Idem.
65. Idem.
66. BLESIN L. et LOUTE A., *Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d'engagement : critique sociale et intelligence collective*, op.cit, p.6.
67. Idem, p.14.
68. RENAULT E., cité par BLESIN L. et LOUTE A., *Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d'engagement : critique sociale et intelligence collective*, op.cit., p.20.
69. MAUREL C., « A quelles conditions le peuple peut-il s'emparer de son devenir et faire l'histoire ? », op.cit.
70. « Une justice sous perfusion », interview de PANIER C. dans *Contrastes*, n° 159, novembre-décembre 2013, p.10.
71. Idem, p.13.
72. MAHY C., « Comment repenser les clivages de la société aujourd'hui ? », communication présentée lors du colloque des Equipes Populaires, *Milieux populaires : réalités diverses, domination commune*, mardi 22 octobre 2013, Namur.
73. Idem.
74. Idem.
75. Entretien réalisé avec Luc Carton le 16 avril 2014.
76. Idem.



Bibliographie

Ouvrages

- BADIOU A., « Vingt-quatre notes sur les usages du mot *peuple* » dans COLLECTIF, *Qu'est-ce qu'un peuple*, La Fabrique, Paris, 2013, p.9-21.
- HANSOTTE M., *Les intelligences citoyennes. Comment se prend et s'invente la parole collective*, De Boeck, Bruxelles, 2005.
- HARDT. M. et NEGRI T., *Multitude*, Editions 10/18, Paris, 2006.
- MAUREL C., *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, L'Harmattan, Paris, 2010.
- RICOEUR P., *Soi-même comme un autre*, Seuil, Paris, 1990.
- SERRES M., *Petite poucette*, Editions Le Pommier, Paris, 2012.
- VANDEBORGHT M., *Vous avez dit milieux populaires ?*, Coll. Points de Repères, Equipes Populaires, Namur, 2012.

Articles

- BAJOIT G., « Quinze conditions pour passer à l'action collective », dans *Antipodes*, n°192, consultable en ligne sur <http://www.iteco.be/antipodes/De-l-individuel-au-collectif/>.
- BERNS D., « 20% des Belges se partagent plus de 60% du patrimoine », dans *Le Soir*, mercredi 5 juin 2013.
- « Un Belge sur cinq menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale », dans *Le Vif L'express*, le 4-11-2014, consulté sur www.levif.be, le 5 novembre 2013.
- BLESIN L. et LOUTE A., *Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d'engagement : critique sociale et intelligence collective*, Europhilosophie/Bibliothèque de Philosophie Sociale et Politique, janvier 2010, consultable en ligne sur www.europhilosophie-editions.eu.
- DE COOREBYTER V., « La crise du système démocratique », les @analyses du CRISP en ligne, 1-09-2014, www.crisp.be.
- NOSENT J.-P., « L'émancipation, entre l'éducation permanente et l'aide sociale », dans *Antipodes*, n°199, www.iteco.be.
- WARSZACKI S., « L'important c'est de participer ? » dans *Alter Echos* n°313, 1^{er} avril 2011, p.8-9.

Notes de lecture

Note de lecture de DETCHESSAHAR E. pour l'ouvrage de ROSANVALLON P., *Le peuple introuvable*, dans Politix, Vol.11, n°44, quatrième trimestre 1998, p.191-197.

Note de lecture de DE LEENER P. pour l'ouvrage de BLONDIAUX L., *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, consultable en ligne sur http://www.etopia.be/IMG/pdf/note_de_lecture_de_leener.pdf.

Note de lecture de POURTOIS H. pour l'ouvrage de ROSANVALLON P., *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance* dans La Revue Nouvelle, mars 2008, p.87-92.

Décret

Décret relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, publié au Moniteur Belge le 26-8-2003.

Communication au cours d'un colloque

DOCK T., « Comment repenser les clivages de la société aujourd'hui ? », communication présentée lors du colloque des Equipes Populaires, *Milieus populaires : réalités diverses, domination commune*, mardi 22 octobre 2013, Namur.

MAUREL C., « A quelles conditions le peuple peut-il s'emparer de son devenir et faire l'histoire ? », communication présentée lors du colloque des Equipes Populaires, *Milieus populaires : réalités diverses, domination commune*, mardi 22 octobre 2013, Namur.

MAUREL C., « Un immense besoin d'éducation populaire » communication présentée lors du colloque *Les champs de l'éducation : Graines de changement social ?*, mercredi 1^{er} février 2012, Bruxelles.

MAHY C., « Comment repenser les clivages de la société aujourd'hui ? », communication présentée lors du colloque des Equipes Populaires, *Milieus populaires : réalités diverses, domination commune*, mardi 22 octobre 2013, Namur.

Entretiens et interviews

« La démocratie représentative est-elle réellement démocratique ? Entretien avec Nadia Urbinati et Bernard Manin », propos recueillis par Hélène Landemore, consultable en ligne sur <http://www.laviedesidees.fr/La-democratie-representative-est.html>.

« On a inversé la fonction de la Constitution. Entretien avec Dominique Rousseau », propos recueillis par Joseph Confavreux, Mediapart.fr, 7-09-2014.

« Libérer la puissance d'agir des gens. Entretien avec Miguel Benasayag », propos recueillis par Agnès Rousseaux, Nacera Aknak Khan, <http://www.bastamag.net>, 8 novembre 2010.

« Une justice sous perfusion », interview de PANIER C. dans *Contrastes*, n°159, novembre-décembre 2013.

Transformer les rapports sociaux, questionner les normes, oser l'analyse critique, construire des revendications, contribuer à la création de nouveaux droits, faire entendre la voix de ceux que l'on écoute trop peu... Eh oui, les associations du secteur de l'éducation permanente ont, plus que jamais, l'ambition de la transformation sociale !

Dans un contexte de crise et d'austérité, de redéploiement des inégalités sociales et de précarisation grandissante, il est nécessaire de continuer à explorer les voies du changement et de la contestation. Dans ce domaine, la complémentarité des différents modes d'action et des diverses structures qui les mettent en œuvre est essentielle. Pourtant, il semblerait que de nombreuses expériences revendicatives actuelles soient davantage le fait de milieux sociaux qui bénéficient d'une relative sécurité d'existence. Comment dès lors inclure chaque citoyen, quel que soit son niveau de formation et son origine sociale, dans la réflexion et l'action autour d'enjeux collectifs ? Comment aussi influencer l'agenda politique en imposant à l'espace public des problématiques vécues par les milieux populaires eux-mêmes et cependant trop souvent passées sous silence ?

Le présent travail se propose d'analyser comment le peuple peut aujourd'hui se saisir des questions sociétales (politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales) pour orienter les politiques publiques et transformer les législations. Une réflexion qui mêle apports théoriques et pistes méthodologiques.



Equipes Populaires
Rue du Lombard, 8
5000 Namur - 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be
www.equipespopulaires.be

